



PÉKIN+25 :

**LA GÉNÉRATION
ÉGALITÉ
COMMENCE
PAR L'ÉDUCATION
DES ADOLESCENTES**

SOMMAIRE

Avant-propos	P04
--------------------	-----

Résumé	P05
--------------	-----

Introduction	P06
--------------------	-----

Chapitre I

Analyse des progrès, obstacles et leviers en matière d'éducation des adolescentes	P07
---	-----

1. Des progrès majeurs mais nuancés en matière de parité et de recul de la déscolarisation des adolescentes	P08
---	-----

GRAPHIQUE 1 : La scolarisation des filles et des femmes s'est considérablement améliorée depuis 1995	P08
--	-----

GRAPHIQUE 2 : Les progrès vers la parité entre les sexes ont été inégaux selon les régions au niveau secondaire	P09
---	-----

GRAPHIQUE 3 : Les filles rurales les plus pauvres sont moins susceptibles de fréquenter l'école	P10
---	-----

2. Éducation des adolescentes et égalité des genres : un cercle vertueux	P11
--	-----

GRAPHIQUE 4 : Éducation des adolescentes et égalités des genres : un cercle vertueux	P11
--	-----

3. Les inégalités structurelles : obstacles persistants et défis pour l'éducation des adolescentes	P12
--	-----

4. Des leviers d'actions pour chaque Coalition d'action en matière d'éducation	P17
--	-----

GRAPHIQUE 5 : L'éducation des adolescentes au cœur des Coalitions d'actions	P17
---	-----

5. Le partenariat multi-acteurs : un levier d'action essentiel	P20
--	-----

Chapitre II

Trois leviers clés pour l'atteinte des engagements de Pékin + 25 : l'ECS, l'éducation aux STEM et le développement du leadership des adolescentes	P21
---	-----

1. L'éducation complète à la sexualité (ECS) à la croisée des droits à l'éducation, la santé, la participation et la protection	P22
---	-----

2. L'éducation des adolescentes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques	P28
--	-----

GRAPHIQUE 6 : Cadre écologique des facteurs influençant la participation des filles et des femmes, leur réussite et leur progression dans les études des STEM	P29
---	-----

3. Le leadership des adolescentes à travers l'éducation formelle et non-formelle, en lien avec les mouvements et leadership féministes : un levier d'atteinte de l'ensemble des objectifs de l'agenda de Pékin+25	P32
---	-----

Chapitre III

Recommandations	P36
-----------------------	-----

Sigles	P40
--------------	-----

Bibliographie	P40
---------------------	-----

Notes de fin	P41
--------------------	-----

Publié en 2020 par Plan International France, Tour Essor, 14 rue Scandicci – CS 10111 - 93508 Pantin Cedex, France, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction du développement durable, 27 rue de la Convention – 75015 Paris, France et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.

© Plan International France, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et UNESCO, 2020

ISBN UNESCO 978-92-3-200217-4



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon cette Organisation.

Photo de couverture : © Plan International

Mise en page : Cithéa.

Impression : Graphiprint Management

Imprimé en France

Ce rapport est une publication conjointe du MEAE, Plan International France et l'UNESCO, rédigée par le groupe Egae, sous la supervision d'un comité de pilotage composé de : Joanna Godrecka-Bareau et Hélène Ferrer pour le MEAE, Michelle Perrot et Marion Fauth pour Plan International France, et Schéhérazade Feddal, Joanna Herat, Sylvain Seguy, Arushi Singh et Justine Sass pour l'UNESCO.

AVANT-PROPOS

L'éducation des filles, et particulièrement celle des adolescentes, est largement reconnue aujourd'hui comme étant au fondement d'un cercle vertueux de développement durable. Cependant, si des progrès importants ont été accomplis depuis la Déclaration et le Programme d'action de Pékin de 1995 en matière d'accès à l'éducation des adolescentes, ceux-ci restent encore insuffisants pour l'atteinte de l'égalité des genres et des objectifs de développement durable à l'échéance de 2030. En 2018, 130 millions de filles dans le monde n'étaient pas scolarisées, et seulement deux filles sur trois l'étaient dans l'enseignement secondaire. La crise liée à la pandémie de COVID-19 risque encore d'accentuer ces écarts et menace d'interrompre l'éducation de plus de 11 millions de filles.

Les obstacles qui continuent d'entraver l'accès à l'éducation des adolescentes dans certaines régions du monde sont nombreux, à commencer par la persistance de normes sociales de genre inégalitaires. Ces dernières peuvent conduire à la préférence pour la scolarisation des garçons, aux violences sexistes et sexuelles, y compris dans le milieu scolaire, à des restrictions en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, aux mariages d'enfants et aux grossesses précoces, ainsi qu'à des restrictions concernant la liberté d'aller et venir des adolescentes dès la puberté, leur faisant assumer la charge des soins et du travail domestique non rémunérés. Le manque d'infrastructures adéquates, notamment sanitaires, dans les écoles, constitue également un obstacle majeur à leur éducation.

Pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), Plan International France et l'UNESCO, l'éducation des adolescentes constitue une priorité. Nos organisations ont largement collaboré dans le passé pour promouvoir l'éducation des filles, et particulièrement des adolescentes, dans le monde. Nous nous sommes notamment associés ces dernières années afin d'organiser des événements majeurs, à l'occasion de la Journée internationale des filles ou à l'occasion de la réunion des ministres de l'éducation et du développement du G7 sous présidence française en 2019. Nous avons coordonné nos

efforts au sein du programme phare de l'UNESCO dédié au genre, dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'éducation, en réponse à la crise de la COVID-19. Nous prenons part ensemble à l'initiative « Priorité à l'égalité » lancée en juillet 2019 visant à soutenir une planification du secteur de l'éducation transformatrice des rapports de genre, et nous menons des activités de plaidoyer conjointes pour soutenir l'égalité des genres dans et par l'éducation.

Le présent rapport, fruit de ce partenariat, a été préparé dans la perspective de la Journée internationale des filles du 11 octobre 2020. Il s'insère dans la thématique globale de cette journée « Ma voix, l'égalité pour notre avenir », qui entend donner l'opportunité aux adolescentes de prendre la parole. Notre objectif : faire entendre leurs priorités et leurs propositions de solutions, comme souligné dans ce rapport, pour que ces dernières soient prises en compte dans le cadre des engagements du Forum génération égalité en 2021. Les adolescentes l'ont clairement énoncé : l'éducation est au cœur de leurs priorités.

Notre rapport vise également à fournir aux différentes parties-prenantes du Forum génération égalité, et notamment aux coalitions d'action, une analyse des enjeux et des progrès réalisés depuis 25 ans en matière d'éducation des adolescentes, en lien avec les six thématiques retenues pour ce Forum : la violence basée sur le genre, la justice et les droits économiques, la santé et les droits sexuels et reproductifs, la justice climatique, les technologies et l'innovation, et les mouvements et leadership féministes. Il met aussi en lumière des pratiques et des leviers d'action concrets qui ont fait leur preuve et propose des recommandations pour faire avancer l'éducation des adolescentes au niveau mondial et ainsi atteindre l'ensemble les Objectifs du développement durable à l'horizon 2030.

L'éducation, et en particulier l'éducation des filles, est durement frappée chaque fois qu'une crise – économique, politique, sécuritaire, sanitaire – éclate et se développe. Elle est aussi un élément absolument incontournable de la solution pour une reconstruction et un développement durable des sociétés.

Yvan Savy, Directeur de la fondation
Plan International France

Philippe Lacoste, Directeur, Direction
du développement durable, Ministère
de l'Europe et des Affaires étrangères

Stefania Giannini, Sous-Directrice
générale de l'UNESCO
pour l'éducation

RÉSUMÉ

L'éducation des adolescentes est au fondement d'un cercle vertueux qui a prouvé son impact positif sur le développement durable.

Ce rapport a pour objectif principal d'examiner les progrès et les lacunes persistantes dans nos efforts pour réaliser l'égalité des genres dans et par l'éducation depuis le Programme d'action de Pékin adopté en 1995, et d'éclairer les actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre du processus « Pékin +25 » et des coalitions d'action du Forum Génération Égalité, et des Objectifs du développement durable. Il démontre l'importance de l'éducation des adolescentes et fournit des recommandations pour les actions collectives – en particulier sur trois leviers prioritaires : l'éducation complète à la sexualité, la participation des filles adolescentes dans les sciences, technologies, l'ingénierie et les mathématiques, et le développement du leadership des adolescentes – en s'appuyant notamment sur des processus de consultation entre les organisations internationales, la société civile, et les adolescentes menés dans la perspective du Forum. Dans tous les domaines, des leviers d'action, des approches intersectorielles et les partenariats multi-acteurs sont promus.

Le premier chapitre fournit une analyse globale des progrès majeurs réalisés en matière d'éducation des adolescentes, qui restent teintés de disparités aux niveaux régional et national, et font face à des obstacles persistants, qui ont été exacerbés par la crise de la COVID-19. En effet, le poids des normes sociales inégalitaires, les violences basées sur le genre, notamment en milieu scolaire, les mariages et les grossesses précoces et non désirées, la restriction des droits et santé sexuels et reproductifs, les inégalités économiques, le changement climatique, l'accès limité aux études dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) et l'insuffisant développement du leadership des adolescentes (au sein comme en dehors de l'école), constituent autant de défis à relever pour garantir l'accès à une éducation de qualité des adolescentes.

Le deuxième chapitre se concentre sur les trois leviers clés pour l'atteinte des engagements de Pékin +25 mentionnés ci-dessus. Il expose les principaux enjeux et met en évidence des solutions opérationnelles issues de mesures politiques et de programmes mis en œuvre par une variété d'acteurs, et fait entendre la voix des adolescentes sur ces questions, en partageant leurs priorités et leurs attentes. Il appelle à l'intégration de l'éducation complète à la sexualité (ECS) dans l'enseignement général, la formation des enseignant.e.s, ainsi que la mise en place de programmes inclusifs et participatifs. Concernant les STEM et l'innovation, le rapport souligne l'importance d'un enseignement exempt de stéréotypes de genre, qui puisse inclure des modèles féminins, ainsi que des activités s'adressant aux filles, aux parents et aux communautés, afin de démystifier les stéréotypes relatifs aux capacités et aux carrières des femmes dans les STEM. Pour développer le leadership des adolescentes, il invite à la mise en

place d'une éducation formelle et non formelle transformatrice des rapports de genre et favorisant le développement de compétences sociales et civiques ; il invite également à la création d'un environnement favorable à l'exercice de leur citoyenneté à travers une participation encouragée dans les différents espaces de gouvernance. Enfin, dans le troisième chapitre, des recommandations techniques et politiques en faveur de l'éducation des adolescentes sont proposées sur la base de l'analyse des obstacles et des leviers d'actions identifiés :

- **Inscrire l'éducation des adolescentes au cœur des coalitions d'action et des plans d'action à 5 ans qui seront développés lors du Forum Génération Égalité ;**
- **Investir financièrement dans les systèmes éducatifs transformateurs des rapports de genre ;**
- **Mettre en place des politiques et des stratégies nationales en faveur de l'éducation des adolescentes en matière de programmes enseignés (ECS, STEM), d'infrastructures éducatives, de formation des enseignant.e.s et de prévention des violences de genre en milieu scolaire, ainsi qu'au niveau communautaire et familial pour promouvoir un environnement propice au développement du leadership ;**
- **Produire, collecter et rendre disponible des données désagrégées par âge et par sexe en vue d'améliorer la planification, le suivi, l'évaluation et la budgétisation des politiques publiques ;**
- **Élaborer et mettre en œuvre des politiques et des initiatives d'éducation intersectorielles, notamment à travers des collaborations et des partenariats ;**
- **Favoriser l'inclusion de tous les acteurs dans leur diversité ;**
- **Promouvoir la participation citoyenne et intégrer des organisations de jeunesse féministes dans leur diversité, en particulier celles représentant les adolescentes les plus marginalisées ;**
- **Dans les contextes de crise et de fragilité, prendre en compte les situations et les risques spécifiques encourus par les adolescentes, notamment les risques d'abandon scolaire définitif.**

Pour conclure, ce rapport, qui se veut un plaidoyer pour l'éducation des adolescentes, n'omet pas que la question de l'éducation des garçons adolescents, et notamment à la prévention de leur éventuelle déscolarisation au niveau secondaire, est constitutive de l'égalité des genres.

Ce n'est qu'en garantissant le droit à l'éducation de tous les adolescents et de toutes les adolescentes que nous pourrons leur assurer un avenir meilleur et réaliser la génération de l'égalité.

INTRODUCTION

L'année 2020 marque une étape majeure dans la mise en œuvre des engagements mondiaux en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette année est marquée par le 25^e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin (1995) qui est le plan d'action le plus complet à ce jour en matière d'égalité des genres.

Construit autour de 12 domaines d'action prioritaires¹, il inscrit dès 1995, l'éducation des filles et l'accès à la formation comme priorité mondiale. Cette priorité est ensuite réaffirmée dans les Objectifs du millénaire pour le développement en 2000 puis dans les Objectifs du développement durable (ODD) en 2015, au travers en particulier de l'ODD4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité » et des Objectifs 3 et 5 sur la santé et l'égalité des genres.

Vingt-cinq années plus tard, même si de grands progrès ont été réalisés, le chemin est encore long pour parvenir à l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation. Environ 258 millions d'enfants et d'adolescent.e.s n'étaient pas scolarisé.e.s en 2018² — soit près d'un cinquième de la population mondiale dans ce groupe d'âge. En 2020, alors que la pandémie de la COVID-19 se propageait dans le monde entier, les fermetures d'écoles et d'universités pour essayer d'endiguer la propagation du virus ont touché plus de 90 % de la population étudiante mondiale, soit plus de 1,5 milliard d'élèves, dont 743 millions de filles³.

Le Forum Génération Égalité, rassemblement mondial pour l'égalité des genres qui s'inscrit dans la continuité du programme d'action de Pékin, est un temps fort de mobilisation internationale organisé par ONU Femmes

et co-présidé par la France et le Mexique. Reporté en 2021, il permettra de lancer un ensemble d'actions concrètes, ambitieuses et transformatrices, afin de réaliser durablement l'égalité entre les genres. À cette occasion, des coalitions d'actions multi-acteurs qui associent les gouvernements, la société civile, les organisations internationales, et le secteur privé travaillent ensemble pour obtenir des résultats concrets et mesurables à l'horizon de cinq ans sur les six thèmes suivants : violence basée sur le genre, justice et droits économiques, droit à disposer de son corps, santé et droits sexuels et reproductifs, action des femmes en faveur de la justice climatique; technologies et innovation au service de l'égalité des genres, mouvements et leadership féministes. L'éducation a été identifiée comme une question transversale pour ces six Coalitions d'action.

Les adolescentes sont au cœur du Forum Génération Égalité. Reconnues par ses organisateurs comme des actrices clés de la réalisation de l'égalité de genre et des ODD, les adolescentes devront faire l'objet d'une action concrète portée au sein de chaque coalition d'action ; ces actions devront répondre aux priorités identifiées par les adolescentes elles-mêmes. L'éducation en fait partie⁴.

Le présent rapport réalisé par Plan International France, le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) et l'UNESCO a pour objectif de nourrir la réflexion des parties-prenantes impliquées dans la réalisation de l'égalité des genres et des ODD dans leur ensemble, et de faire des recommandations concrètes pour la prise en compte de l'éducation des adolescentes dans les plans d'action qui seront annoncés lors du Forum Génération Égalité.



© UNESCO/Aurélia Rusek

CHAPITRE I

ANALYSE DES PROGRÈS, OBSTACLES ET LEVIERS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DES ADOLESCENTES



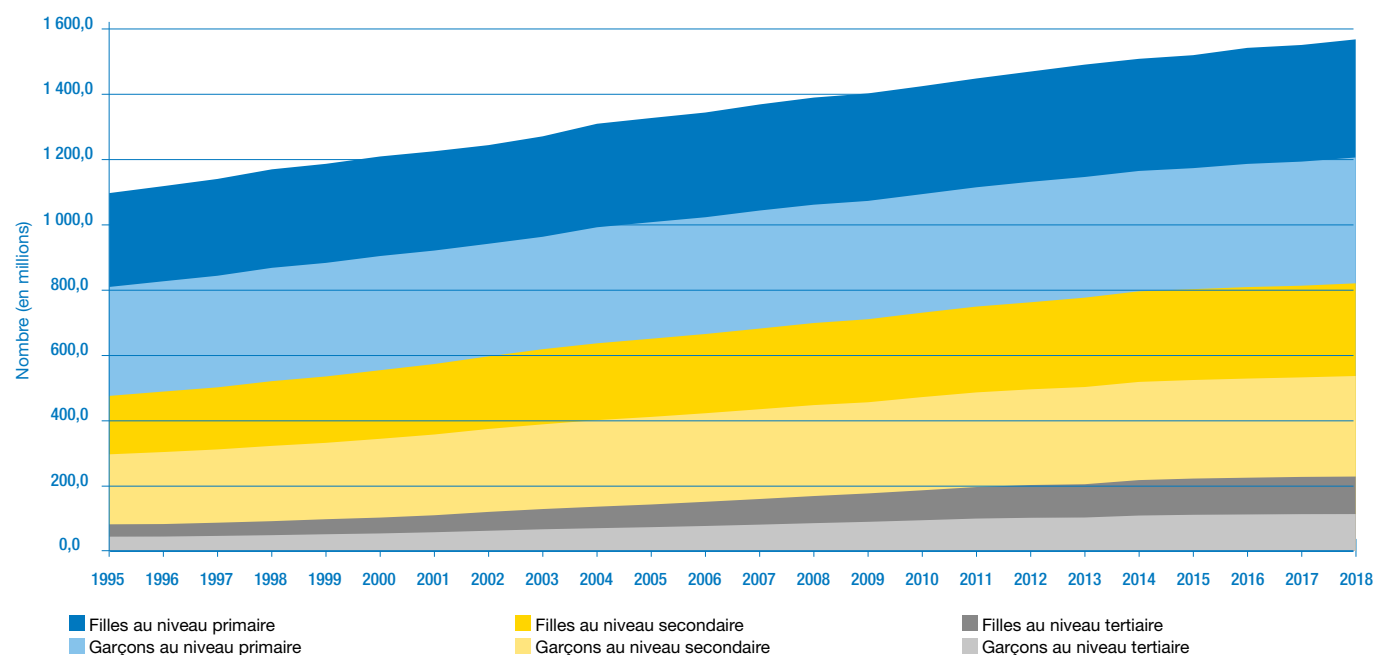
1. DES PROGRÈS MAJEURS MAIS NUANCÉS EN MATIÈRE DE PARITÉ ET DE REcul DE LA DÉSCOLARISATION DES ADOLESCENTES

D'importants progrès ont été accomplis dans l'accès à l'éducation des filles, notamment des adolescentes depuis la Déclaration et le Programme d'action de Pékin en 1995. À l'échelle mondiale, la parité dans l'enseignement primaire et secondaire a été atteinte en 2009⁶ et 180 millions de filles de plus étaient scolarisées dans l'enseignement primaire et secondaire en 2018 par rapport à 1995, ce qui représente plus de la moitié (55 %) de l'augmentation globale (327 millions)⁷. Deux adolescentes sur trois sont aujourd'hui scolarisées dans le secondaire, contre une sur deux en 1998⁸.

« J'ai la chair de poule quand je réalise qu'il y a 25 ans, les femmes se battaient déjà pour nos droits. Savoir ce qui s'est passé il y a 25 ans nous encourage à continuer à nous battre pour les droits des filles. »
témoigne une adolescente au Paraguay⁹.

GRAPHIQUE 1 :

La scolarisation des filles et des femmes s'est considérablement améliorée depuis 1995
Nombre d'élèves scolarisés par sexe et niveau d'enseignement, 1995-2018



Source : UNESCO, Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (basé sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO).

L'ÉDUCATION ET LA FORMATION DES FILLES ET DES FEMMES DANS LA DÉCLARATION ET LE PROGRAMME D'ACTION DE PÉKIN⁹

Dans la Déclaration de Pékin, le Programme d'action de Pékin en 1995, l'éducation et la formation s'articule autour de 6 objectifs stratégiques :

- Assurer un accès égal à l'éducation ;
- Éliminer l'analphabétisme féminin ;
- Améliorer l'accès à la formation professionnelle, à l'enseignement scientifique et technique et à l'éducation permanente ;
- Mettre au point des systèmes d'enseignement et de formation non discriminatoires ;
- Allouer des ressources adéquates aux réformes du système éducationnel et suivre leur application ;
- Promouvoir un processus d'éducation et de formation permanente à l'intention des filles et des femmes.

L'éducation et la santé sont mentionnées aux points suivants :

- Promouvoir un développement durable au service de l'individu, notamment une croissance économique soutenue, en développant l'éducation de base, l'éducation permanente, l'alphabétisation et la formation ainsi que les soins de santé primaires à l'intention des femmes et des petites filles ;
- Assurer l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi qu'un traitement égal des femmes et des hommes, et améliorer la santé en matière de sexualité et de procréation ainsi que l'éducation des femmes.

Ces progrès cachent des disparités géographiques et des obstacles encore importants au niveau secondaire.

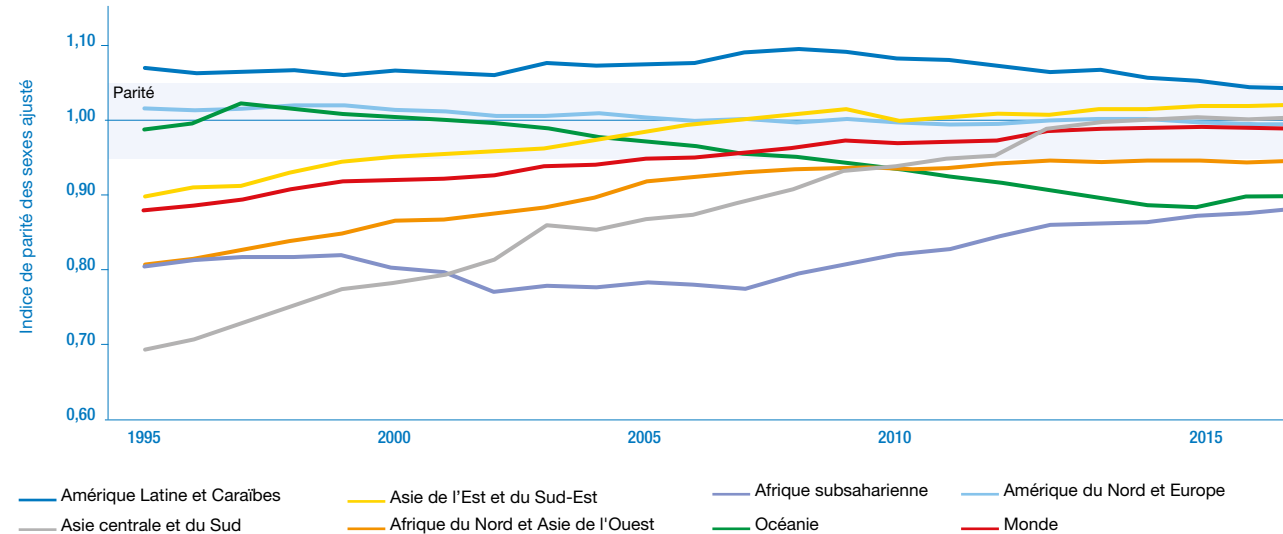
Bien que la parité entre les filles et les garçons ait en moyenne été atteinte au niveau mondial, la situation varie selon les régions et le niveau d'enseignement. La parité n'a été atteinte que par un pays sur deux dans le premier cycle du secondaire et par un pays sur quatre dans le second cycle du secondaire. En Asie centrale et en Asie du Sud, l'indice de parité¹⁰ entre les sexes, porté par les progrès de l'Inde, s'est amélioré rapidement à ces trois niveaux d'enseignement. À l'inverse, l'Afrique

subsaharienne reste éloignée de la parité à tous les niveaux d'enseignement confondus, les progrès ayant été particulièrement lents dans le second cycle de l'enseignement secondaire¹¹.

De nombreuses filles ne sont pas scolarisées dans les pays à faible revenu. L'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, où les conflits ont été cause de stagnation, sont, après l'Afrique sub-Saharienne, les régions les plus éloignées de la parité dans l'enseignement primaire.

GRAPHIQUE 2 :

Les progrès vers la parité entre les sexes ont été inégaux selon les régions au niveau secondaire
Indice de parité des sexes ajusté des taux bruts de scolarisation par région, pour le niveau secondaire



Sources : UNESCO. 2020. Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres. Paris, UNESCO.

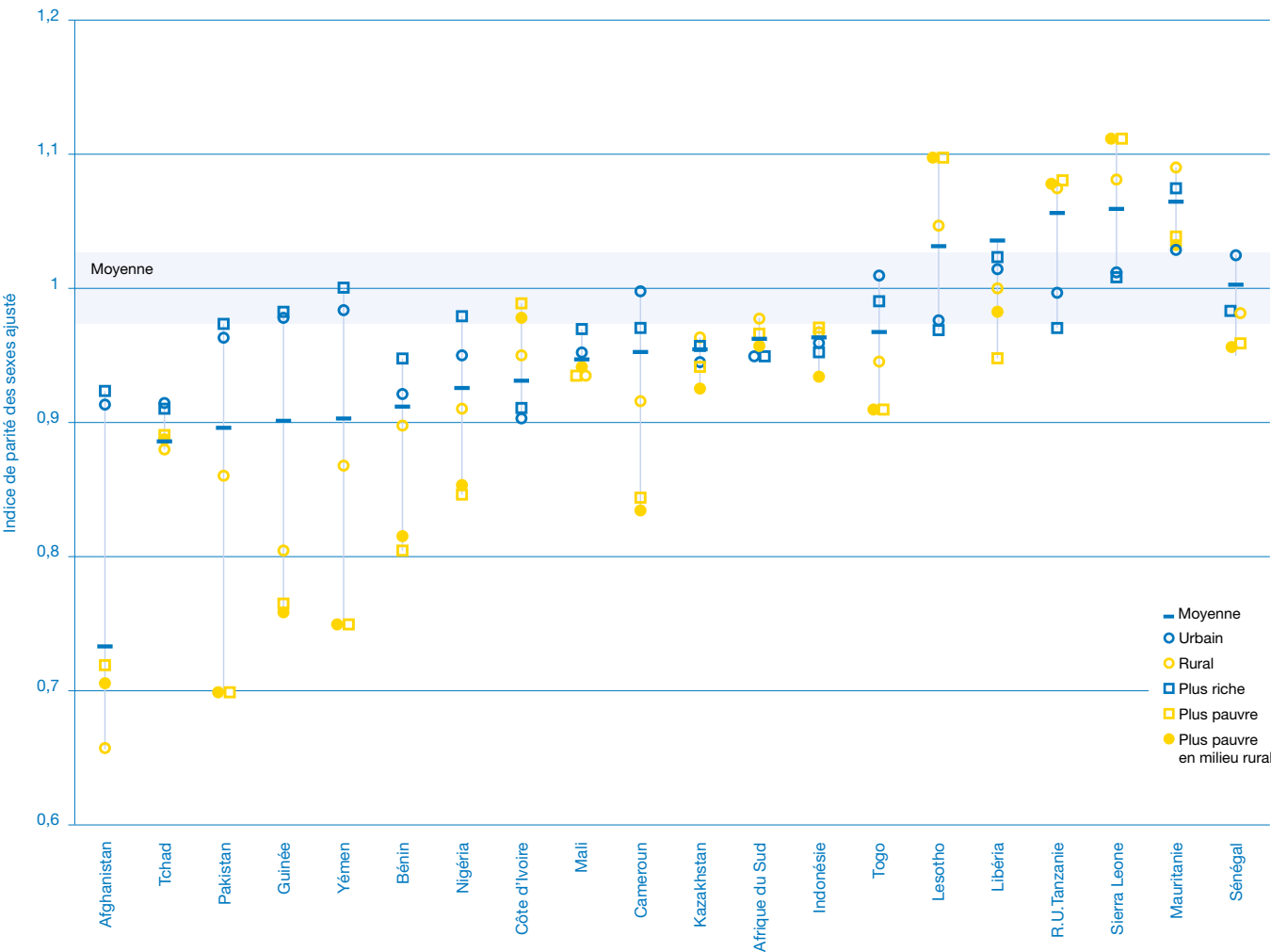
Ces progrès ne doivent pas non plus masquer des disparités nationales entre les zones urbaines et les zones rurales par exemple. Dans l'enseignement secondaire, les interactions du genre et de la pauvreté ou le

lieu de résidence exacerbent les disparités. Les jeunes femmes les plus pauvres en particulier vivant en milieu rural, font partie des groupes les plus marginalisés et sont donc moins susceptibles de fréquenter l'école.

GRAPHIQUE 3 :

La disparité entre les sexes dans la fréquentation de l'école primaire parmi les enfants pauvres et ruraux des pays à revenu faible ou intermédiaire est plus élevée que la moyenne, principalement aux dépens des filles

Parité entre les sexes dans la fréquentation de l'école primaire selon le lieu et le niveau de richesse, pays sélectionnés, 2013-2018



Source : UNESCO. 2020. Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres. Paris, UNESCO.

L'approche intersectionnelle qui permet de prendre en compte les multiples discriminations que peuvent subir les individus montre que la baisse de la déscolarisation cache des disparités.

Les moyennes mondiales sur la parité cachent des disparités importantes défavorables aux filles en situation de handicap¹³. En Inde, seulement 75 filles pour 100 garçons en situation de handicap sont scolarisées. En Éthiopie, seuls 4 % des enfants

en situation de handicap sont scolarisés, et la proportion de filles en cours préparatoire par rapport aux garçons est de 1 pour 3¹⁴. Les filles en situation de migration sont également confrontées à des barrières spécifiques en matière d'accès et de maintien à l'école. Par exemple, dans le camp de réfugiés de Daadab, au Kenya, les écarts de taux de scolarisation sont importants : 7 % pour les filles de 14 à 17 ans contre 22 % pour les garçons de la même tranche d'âge¹⁵.

« L'éducation est la clé des réalisations futures de chaque être humain et elle est liée à la réalisation de tous les autres droits. Elle sert également à se libérer de la pauvreté et de la vulnérabilité »

témoigne une adolescente de Sierra Leone¹⁶.



2. ÉDUCATION

DES ADOLESCENTES ET ÉGALITÉ DES GENRES : UN CERCLE VERTUEUX

De nombreux travaux démontrent que l'éducation des filles, notamment des adolescentes, a un impact positif sur les autres aspects du développement. En effet, une fille qui a accès à une éducation complète et de qualité aura plus de chance de réaliser ses droits en matière de santé sexuelle et reproductive, de dire non à un mariage précoce et forcé et d'éviter une grossesse précoce, d'accéder à un emploi ou une activité génératrice de revenus et à une autonomisation économique, de participer aux décisions au sein de sa famille et de sa communauté et de prendre part à la vie publique¹⁸. Par exemple, au Burkina Faso, les femmes dont les droits à la santé reproductive sont respectés, qui n'ont subi aucune violence domestique et n'ont pas été excisées sont deux fois plus nombreuses parmi celles qui ont bénéficié d'une éducation secondaire (35 %) que parmi celles qui n'ont jamais fréquenté les bancs de l'école.

Dans le domaine économique, 21 % des femmes ayant suivi un cursus secondaire disposent d'un compte bancaire en leur nom contre 5 % de celles n'ayant jamais suivi d'enseignement formel¹⁹.

L'éducation des adolescentes permet également de faire reculer le mariage des enfants. Selon la Banque mondiale, chaque année d'éducation supplémentaire réduirait ainsi de 5 % ou plus la probabilité d'un mariage avant l'âge de 18 ans dans de nombreux pays²⁰ ; elle augmenterait également le futur revenu d'une femme de 10 à 20 %²¹.

Elle permet également d'augmenter la croissance économique d'un pays, en particulier dans les pays en développement.

L'Afrique pourrait gagner 316 milliards de dollars des États-Unis supplémentaires, soit 10 % de son PIB d'ici à 2025, si chaque pays faisait suffisamment de progrès en matière d'égalité des genres pour égaler le pays de la région ayant le plus progressé sur la voie de la parité²².

Enfin, l'éducation des adolescentes et des jeunes femmes a à terme un impact positif sur les générations suivantes car les filles et les garçons d'une mère éduquée ont plus de chances d'être scolarisés à leur tour.

« Il n'existe aucun instrument de développement plus efficace que l'éducation des filles. »

Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies¹⁷.

GRAPHIQUE 4 :

Éducation des adolescentes et égalités des genres : un cercle vertueux





© UNESCO/Carolina Jerez

3.2 Les violences basées sur le genre en milieu scolaire, et les mariages précoces et forcés

« Mon professeur de mathématiques m’a demandé de tomber amoureuse de lui, mais j’ai eu du mal. C’est devenu un problème entre nous. À chaque petite erreur que j’ai faite, j’ai presque toujours été punie. C’est l’une des raisons pour lesquelles je déteste l’école et que j’ai abandonné. »

témoigne une adolescente en école secondaire du premier cycle en Sierra Leone²⁶.

Les violences de genre en milieu scolaire (VGMS), qu’elles soient physiques, sexuelles ou psychologiques, constituent également un facteur clé de déscolarisation des adolescentes.

Au niveau mondial, un élève sur trois a été victime de brimades de la part de ses camarades à l’école au moins une fois au cours du mois dernier²⁷. Une analyse plus approfondie montre qu’entre 20 et 37 % des élèves âgés de 11 à 17 ans ont subi des brimades, des violences physiques, émotionnelles et/ou sexuelles au cours de l’année écoulée²⁸. Étant donné qu’une femme sur trois dans le monde a subi des violences sexistes au cours de sa vie²⁹, il est clair que l’école n’est pas toujours un lieu sûr et il est démontré que la violence sexiste a un impact sur la qualité de l’apprentissage.

Les risques de subir des VGMS sont accrus pour les adolescentes en situation de handicap : dans une enquête réalisée auprès de 3 706 élèves d’école primaire en Ouganda, 24 % des adolescentes âgées de 11 à 14 ans en situation de handicap ont signalé avoir été cible de violences sexuelles à l’école, contre 12 % des adolescentes n’ayant pas d’handicap³⁰.

Pour certaines adolescentes, les opportunités d’étudier se réduisent en raison des normes de genre inégalitaires et des attentes sociales autour du mariage et de la maternité. **Les mariages et les grossesses précoces constituent des freins au maintien des filles dans le secondaire³¹.**

En 2016, on estimait que 650 millions de femmes et de filles dans le monde ont été mariées avant l’âge de 18 ans³². Il est à noter que ces dix dernières années, le taux de prévalence mondiale de mariages d’enfants a diminué de 15 %, passant d’une jeune femme sur quatre (dans la tranche d’âge de 20 à 24 ans) mariée alors qu’elle était enfant, à près d’une sur cinq. Néanmoins, en Afrique de l’Ouest et en Afrique centrale – où cette pratique est la plus répandue – plus de quatre jeunes femmes sur dix ont été mariées avant leur dix-huitième année. Le mariage d’enfants se solde souvent par une grossesse précoce et un isolement social, interrompt la scolarisation, limite les opportunités professionnelles et d’insertion socio-professionnelle de la fille et l’expose davantage à la violence domestique³³.

3. OBSTACLES PERSISTANTS ET DÉFIS POUR L’ÉDUCATION DES ADOLESCENTES

3.1 Le poids des normes sociales inégalitaires

« La communauté considère que l’éducation des garçons est plus importante que celle des filles parce que les filles vont de toute façon se marier. »

explique une adolescente au Kenya²³.

L’adolescence constitue un moment clé où les filles, dès lors qu’elles atteignent la puberté, sont assignées à leurs rôles de femmes et de mères. Le poids des normes sociales est identifié par les adolescentes elles-mêmes comme l’un des obstacles majeurs à leur éducation.

Les normes de genre inégalitaires sont un frein majeur dans l’accès et le maintien des adolescentes à l’école. La Convention pour l’élimination de toutes les formes de discriminations à l’égard des femmes²⁴ adoptée en 1979 par l’Assemblée générale des Nations unies et ratifiée par 189 pays à ce jour, fournit des directives claires sur les mesures et les politiques à mettre en œuvre pour éliminer les discriminations à l’égard des filles et des femmes, qui restent principalement, dans le domaine de l’éducation, d’ordre culturel, idéologique et structurel.

Au niveau des familles et des sociétés, l’éducation des garçons est souvent considérée comme prioritaire sur celles des filles. Toutefois, la forte augmentation de la scolarisation des filles a également entraîné une inversion des disparités entre les sexes, les garçons étant moins scolarisés que les filles dans plusieurs pays, y compris dans le primaire²⁵.



© Plan International

3.3 La restriction des droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescentes

Les adolescentes sont particulièrement touchées par les restrictions politiques et sociales en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs (DSSR)

en raison des discriminations spécifiques auxquelles elles sont confrontées : lois qui criminalisent la sexualité des adolescent.e.s, normes de genre inégalitaires, perception autour de leur sexualité, manque d'informations, restriction de l'accès aux services, en particulier de planification familiale. Le pourcentage d'étudiant.e.s et de jeunes ayant une compréhension des questions de santé sexuelle et reproductive est particulièrement faible, la médiane allant de 23 % en Asie du Sud à 46 % en Amérique du Sud³⁵. Si les grossesses précoces parmi les adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont diminué avec une prévalence en baisse d'un tiers entre 1995 et 2020³⁶, elles restent une cause et une conséquence du décrochage dans de nombreux pays à faible revenu³⁷, notamment ceux où la scolarisation des jeunes filles enceintes est interdite.

De nombreuses adolescentes sont obligées de manquer l'école pendant leurs règles. Les menstruations sont un sujet tabou et les filles sont souvent stigmatisées et discriminées durant cette période. Elles souffrent du manque d'accès aux produits d'hygiène menstruelle, souvent pour des raisons économiques, et du manque d'infrastructures sanitaires adéquates qui les poussent à rester chez elles pendant leurs règles. Un rapport de l'UNESCO de 2016 estime qu'une fille sur dix en Afrique subsaharienne manque l'école pendant son cycle menstruel. Cela représente jusqu'à vingt pour cent d'une année scolaire donnée³⁸. Lorsqu'elles vont à l'école pendant les règles, cela engendre du stress et un manque de confiance en soi pendant les cours qui peut réduire leur capacité de concentration et donc la qualité de l'apprentissage.

« Les adolescentes et les jeunes femmes qui veulent obtenir des contraceptifs sont mal perçues et jugées en raison de leur âge. »
explique une adolescente en Équateur³⁴.

« Même ma mère ne connaissait pas les serviettes hygiéniques »,
témoigne Tenaye, une adolescente d'Éthiopie³⁹.

3.4 Les inégalités économiques et le travail domestique exposent particulièrement les adolescentes au risque d'exclusion de l'éducation

Les filles de 5 à 14 ans passent 40 % plus de temps, soit 160 millions d'heures supplémentaires par jour, à des tâches ménagères non rémunérées et à la collecte d'eau et de bois de chauffage que les garçons de leur âge⁴⁰. Les disparités s'accroissent à mesure que les filles deviennent plus âgées, les jeunes de 10 à 14 ans passant 50 % plus de temps, soit 120 millions d'heures supplémentaires chaque jour. Ce temps consacré aux tâches ménagères peut se faire au détriment de leur apprentissage. Il perpétue également les stéréotypes sur les rôles des femmes et des hommes et crée un double fardeau qui pèse sur les femmes et les filles d'une génération à l'autre.



3.5 Le changement climatique impacte l'accès à l'éducation des adolescentes

« Pendant les périodes de sécheresse, nous vendons du bois de chauffage. Il faut une heure pour ramasser le bois de chauffage et deux heures de plus pour marcher jusqu'à Lalibela. Et si nous n'arrivons pas à vendre le bois de chauffage le matin, nous devons rester au marché toute la journée et cela m'empêche d'aller à l'école. » raconte Melkam, une adolescente de 14 ans, à Lalibela en Éthiopie⁴².

Le changement climatique touche les adolescentes, en particulier celles issues des communautés marginalisées de manière spécifique et constitue une entrave à leur éducation. En effet, les filles et leurs familles vivant dans les zones rurales sont très dépendantes de l'environnement, en particulier de l'agriculture. Leurs revenus dépendent directement des ressources naturelles dont la disponibilité est particulièrement menacée par le dérèglement climatique. Par ailleurs, la déforestation et la raréfaction de l'eau ont pour conséquences d'augmenter le temps de travail domestique pour les jeunes femmes et les femmes adultes, ce qui ne leur laisse plus de temps pour se rendre à l'école⁴¹.

3.6 L'accès aux sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) est un facteur d'autonomisation économique incontournable, encore trop peu exploité par les adolescentes

À partir de l'enseignement supérieur, à l'échelle mondiale, les filles représentent seulement 35 % de l'ensemble des étudiant.e.s inscrits dans les domaines d'études des STEM.

Le rapport de l'UNESCO « Déchiffrer le code : l'éducation des filles aux STEM » souligne que le processus de socialisation et d'apprentissage qui perpétue les faux stéréotypes selon lesquels « les matières STEM sont pour les garçons »⁴³ sont les principaux responsables de leur exclusion des filières STEM.

L'accès des filles aux études en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques est un enjeu central de leur accès à des emplois décents et de qualité. À l'échelle mondiale, le pourcentage de femmes diplômées en STEM est inférieur à 12 % dans la moitié des 112 pays disposant de données sur la période 2016-2018 et inférieur à 15 % dans plus des deux tiers des pays⁴⁴. Le pourcentage de femmes diplômées en STEM varie considérablement d'un pays à l'autre, de moins de 1 % aux Maldives à 41 % à Oman⁴⁵.

Par ailleurs, dans de nombreux pays, les adolescent.e.s ont une appétence forte pour les nouvelles technologies. Il y a là un potentiel très important, s'ils et elles sont correctement accompagné.e.s et si cela s'intègre dans une logique d'accès à l'emploi, l'information et aux services essentiels. En Malaisie, la participation des femmes aux STEM a augmenté à la suite des politiques menées par le gouvernement pour les inciter à s'engager dans cette voie où elles sont désormais intégrées, avec le soutien de l'UNESCO.

« Je veux être ingénieure civile. Je veux avoir ma propre entreprise de topographie, où les femmes enceintes et les femmes avec enfants pourront travailler sans contraintes. Il y aura une crèche pour que les femmes puissent travailler tout en s'occupant de leurs enfants. »
dit Jennifer, 19 ans, Équateur⁴⁶.



3.7 Des systèmes éducatifs qui n'encouragent pas suffisamment le leadership des adolescentes

« Nous devons toutes nous unir, faire entendre notre voix, en Colombie et dans le monde, pour montrer que nous, les adolescentes, nous avons un pouvoir et un mandat. » témoigne une adolescente de Colombie⁴⁷.

L'éducation des adolescentes est un élément clé de leur leadership et de leur accès aux espaces de débats et de décision mais il n'est pas suffisant ; l'environnement et les programmes scolaires doivent favoriser le développement du leadership des filles, comme des garçons. Or, en classe, les filles et les garçons ne sont pas toujours traités de la même façon. On va par exemple moins donner la parole aux filles pendant la classe.

Dans le cadre d'une consultation menée par Plan International en prévision du Forum Génération Égalité⁴⁸, les répondantes ont identifié des liens évidents entre les restrictions de l'expression et de l'autonomie vécues au début de la vie, avec l'absence plus générale des femmes dans les processus de prise de décision, et le manque de participation globale des femmes à la vie publique. En Afrique de l'Ouest, ces restrictions impactent de façon plus accrue les adolescentes les moins éduquées et les plus éloignées de l'utilisation du numérique, notamment celles vivant en milieu rural qui sont ensuite moins actives au sein des mouvements féministes, comme le souligne une récente étude de Plan international⁴⁹.

3.8 L'impact de la crise de la COVID-19 sur l'éducation des adolescentes

Les adolescentes sont particulièrement touchées par les impacts socio-économiques de la crise de la COVID-19 au niveau mondial, en raison des normes sociales inégalitaires et des discriminations spécifiques auxquelles elles font face. En outre, les filles ont moins de chances d'avoir accès à l'internet et aux cours en ligne. L'UNESCO estime que plus de 11 millions de filles scolarisées risquent d'être déscolarisées⁵⁰. Selon d'autres estimations, ce chiffre serait plus élevé, jusqu'à 20 millions de filles et de jeunes femmes dans les pays à faible et moyen revenu.⁵¹ Bien que les chiffres ne soient pas encore certains, il est clair que les fermetures d'écoles dues à la COVID-19 auront des effets dévastateurs sur l'avenir des filles, ainsi que des répercussions intergénérationnelles sur la santé et la nutrition, sur la croissance économique, et bien d'autres résultats.⁵²

De plus, pendant le confinement, les adolescentes sont particulièrement exposées aux risques de violences domestiques, de cyber harcèlement et de violences sexuelles alors que ces mesures ont accentué les violences intrafamiliales. Une hausse de 30 % des cas de violences domestiques a été enregistrée en France⁵³. Les premières estimations indiquent que la crise de la COVID-19 pourrait entraîner près de 13 millions de mariages précoces entre 2020 et 2023 et 31 millions de cas de violences domestiques supplémentaires dans les six prochains mois.⁵⁴

En Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, la crise d'Ebola de 2014 à 2016 a entraîné une augmentation de 75 % de la mortalité maternelle en raison notamment des grossesses précoces et non désirées des adolescentes.⁵⁵ La crise de la COVID-19 pourrait avoir des conséquences similaires dans certains contextes.



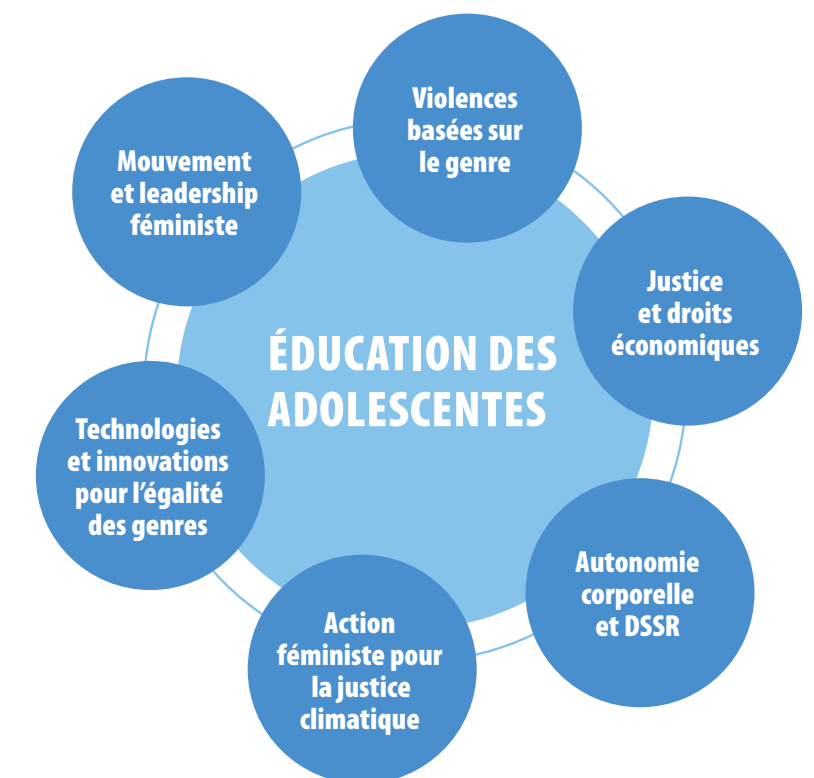
4. DES LEVIERS D'ACTIONS POUR CHAQUE COALITION D'ACTION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Les obstacles et les inégalités structurelles dans l'accès, la qualité de l'éducation et le maintien des adolescentes dans un système d'éducation de qualité sont étroitement interconnectés avec les six priorités des coalitions d'actions⁵⁶ du Forum Génération Égalité de 2021, la plateforme d'action de Pékin et les Objectifs du développement durable.

Les cibles adoptées dans le cadre des Objectifs du développement durable correspondent aux différentes coalitions d'action en lien avec les enjeux de l'éducation des adolescentes.

GRAPHIQUE 5

L'éducation des adolescentes au cœur des Coalitions d'actions



COALITIONS D’ACTIONS	CIBLES / OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE	5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et les mutilations génitales féminines.
JUSTICE ET DROITS ÉCONOMIQUES	4.4 D’ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d’adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l’emploi, à l’obtention d’un travail décent et à l’entrepreneuriat.
AUTONOMIE CORPORELLE ET DSSR	5.6 Assurer l’accès de tous aux soins de santé sexuelle et reproductive et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de reproduction, ainsi qu’il a été décidé dans le Programme d’action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d’action de Beijing et les documents finaux des conférences d’examen qui ont suivi. 3.7 D’ici à 2030, assurer l’accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et reproductive, y compris à des fins de planification familiale, d’information et d’éducation, et la prise en compte de la santé reproductive dans les stratégies et programmes nationaux.
ACTION FÉMINISTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	4.7 D’ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l’éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l’homme, de l’égalité des genres, de la promotion d’une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l’appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable. 13.3 Améliorer l’éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l’adaptation aux changements climatiques, l’atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d’alerte rapide.
TECHNOLOGIES ET INNOVATIONS POUR L’ÉGALITÉ DES GENRES	5.b Renforcer l’utilisation des technologies clefs, en particulier l’informatique et les communications, pour promouvoir l’autonomisation des femmes.
MOUVEMENT ET LEADERSHIP FÉMINISTE	5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique. 4.7. Déjà cité plus haut, dans sa dimension d’éducation à la citoyenneté et à l’égalité des genres.

Différents leviers d’action sur l’éducation des filles ont été identifiés en juin 2020 dans le cadre d’un processus de consultation élargie avec une centaine d’organisations internationales et de la société civile du secteur de l’éducation issues du monde entier, dont la Coalition Education (France), Education Cannot Wait, Global Coalition to Protect Education from Attack, Campagne Mondiale pour l’Education (CME), Initiative des Nations Unies pour l’éducation des filles (UNGEI), Malala Fund, Overseas Development Institute, Partenariat Mondial pour l’Éducation (PME), Plan International, UNESCO, UNICEF, UNICEF France, Save The Children, les coalitions nationales et régionales de la CME et les partenaires locaux.⁵⁷

Parallèlement, une consultation a été réalisée par Plan International⁵⁸ auprès de 700 adolescentes âgées de 14 à 19 ans et issues de 12 pays⁵⁹. Cette consultation

visait à recueillir leurs avis sur la Déclaration de Pékin et son Programme d’action 25 ans après et faire en sorte que leurs attentes et leurs recommandations soient pris en compte dans le cadre du Forum Génération Égalité. L’éducation a émergé comme une très forte priorité des adolescentes, toutes thématiques confondues. De manière général, les adolescentes demandent qu’on les encourage à rester à l’école en leur offrant un accès équitable à un enseignement secondaire gratuit et de qualité, qui prenne en compte les problématiques de genre, et qui ne laisse pas les filles les plus marginalisées de côté. Le tableau ci-contre reprend leurs recommandations pour chaque Coalition d’action.

COALITIONS D’ACTION	RECOMMANDATIONS EN FAVEUR DE L’ÉDUCATION DES ADOLESCENTES, FORMULÉES PAR UNE CENTAINE D’ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, COMPLÉTÉES DES RECOMMANDATIONS DES ADOLESCENTES DE 12 PAYS*
VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE	Veiller à ce que les violences de genre soient prises en compte dans tous les programmes scolaires, la formation des enseignant.e.s et des personnels éducatifs, collecter des données désagrégées par sexe, améliorer les cadres juridiques et les mécanismes d’alerte et de prise en charge des victimes. Renforcer les mécanismes de protection de l’enfance, sensibiliser toutes les communautés, permettre un véritable accès à la justice grâce à des lois qui protègent les adolescentes et sanctionnent pénalement les auteurs de toutes les formes de violence basée sur le genre.
JUSTICE ET LES DROITS ÉCONOMIQUES	Renforcer et équiper les systèmes éducatifs pour fournir aux adolescentes une formation technique et professionnelle et des compétences, y compris en matière d’entrepreneuriat, garantir l’accès à une éducation non-formelle de qualité et entièrement financée et s’attaquer aux normes sociales inégalitaires et fournir une protection sociale aux adolescentes. Lutter contre les normes sociales et le poids des soins et des tâches ménagères qui entravent la réalisation du potentiel social, économique et politique des adolescentes à long terme, par des politiques publiques adaptées, l’éducation et par un travail de sensibilisation des populations.
AUTONOMIE CORPORELLE ET JUSTICE EN MATIÈRE DE SEXUALITÉ ET DE REPRODUCTION	Assurer une éducation complète à la sexualité à tous les enfants à l’école et en dehors : des matériels d’enseignement appropriés, des services de santé, la formation des enseignant.e.s et du personnel scolaire, un suivi-évaluation, des environnements sûrs, l’implication des jeunes, dans une approche communautaire pour sensibiliser et lutter contre les résistances des parents et de la communauté et créer des espaces de dialogue entre tou.te.s. Garantir l’accès à une éducation complète à la sexualité, à des produits sanitaires gratuits, à des avortements sûrs et légaux et à des contraceptifs. Garantir l’investissement du gouvernement dans la santé et les droits sexuels et reproductifs et dans l’éducation, afin de mettre fin aux mariages précoces et forcés, contre les violences sexuelles, contre les grossesses d’adolescentes et contre les infections sexuellement transmissibles et de questionner les normes sociales qui perpétuent ces pratiques.
ACTION FÉMINISTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	Protéger le droit des filles à l’éducation avant, pendant et après les catastrophes climatiques et investir dans l’éducation des filles face au changement climatique avec des programmes d’enseignement qui intègrent les inégalités de genre, des compétences écologiques, des compétences en STEM et des budgets dédiés, éduquer au développement durable (ODD 4.7) et permettre aux adolescentes d’être co-créatrices de solutions climatiques en outillant les enseignant.e.s pour aborder le changement climatique dans une optique de transformation des sexes. Les principaux décideurs doivent tenir compte de la dimension genre du climat et voir comment les femmes et les filles dans leur diversité et les filles-mères sont incluses dans les programmes d’intervention.
TECHNOLOGIE ET INNOVATION POUR L’ÉGALITÉ DES GENRES	Offrir aux filles des chances égales d’étudier et de travailler dans les STEM et de devenir des innovatrices sociales grâce à des enseignements des TIC et STEM intégrant le genre, à l’accès à des modèles et mentors qui encouragent les filles à choisir cette voie et à intégrer le marché du travail dans les STEM, intégrer les parents à la création de programmes sur les stéréotypes sexistes sur les STEM et les sensibiliser à l’importance des compétences numériques pour les filles. Aider les adolescentes à poursuivre une carrière dans les STEM grâce à une information et une orientation adéquate, le développement des compétences techniques une formation professionnelle adaptée, et l’accès à des parrainages et à des bourses dans le secteur des STEM et les entreprises.
MOUVEMENTS FÉMINISTES ET LEADERSHIP	Intégrer l’éducation sensible au genre dans le droit à l’éducation pour encourager le leadership et la participation sociale, politique et économique des adolescentes, en créant un environnement favorable dans la communauté, valoriser l’éducation et les initiatives non formelles qui permettent aux filles de s’exprimer et de développer leur esprit critique et inclure des principes de leadership féministe dans la formation initiale et continue des enseignant.e.s. Investir et renforcer en priorité la voix des filles, soutenir leur leadership en leur permettant d’accéder à des plateformes et à un espace pour prendre confiance en elles et apprendre à diriger, au sein de l’école puis dans les dispositifs formels aux niveaux national et régional. Aider à renforcer la voix des filles et leur pouvoir collectif en en faisant une priorité, afin qu’elles puissent être les actrices du changement qu’elles veulent voir advenir.

*Les recommandations des organisations internationales et acteurs de la société civile figurent en noir ; celles des adolescentes figurent en bleu dans le tableau.



© UNESCO/Karel Prinsloo

5. UN LEVIER D'ACTION TRANSVERSAL POUR L'ÉDUCATION DES ADOLESCENTES : LE PARTENARIAT MULTI-ACTEURS

Un levier d'action transversal identifié dans le cadre du Forum Génération Égalité est le partenariat multi-acteur incarné par les coalitions d'actions qui associent les gouvernements, la société civile, les organisations internationales, et le secteur privé. Le partenariat multi-acteur est essentiel pour faire progresser l'éducation des adolescentes, comme l'illustre l'Initiative « Priorité à l'Égalité ».

LE PARTENARIAT MULTI-ACTEURS : UN LEVIER MAJEUR D'ACTION – L'EXEMPLE DE L'INITIATIVE « PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ »

Lancée le 5 juillet 2019 lors de la réunion ministérielle éducation-développement du G7, l'initiative « Priorité à l'Égalité » propose aux pays en développement qui le souhaitent de les appuyer pour renforcer l'égalité filles-garçons dans leurs systèmes éducatifs. Huit pays pilotes ont été identifiés : les 5 pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), ainsi que le Mozambique, le Nigéria et la Sierra Leone. L'objectif à terme est d'améliorer l'accès et le maintien des filles à l'école et d'alimenter un cercle vertueux pour le développement : hausse du niveau de vie et de santé des familles, amélioration de la croissance

économique, recul de l'âge du mariage et des grossesses, maîtrise de la fécondité.

Une coordination innovante de ce partenariat multi-acteurs est assurée par UNGEI et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, avec d'autres organisations internationales dont le PME et l'UNICEF, ainsi que les organisations de la société civile, à travers un consortium réunissant le Réseau Africain de Campagne pour l'Éducation pour Tous, le Forum des éducatrices africaines et Plan International.



© Plan International

CHAPITRE II

TROIS LEVIERS CLÉS POUR L'ATTEINTE DES ENGAGEMENTS DE PÉKIN + 25 : L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ, L'ÉDUCATION AUX STEM ET LE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP DES ADOLESCENTES



L'éducation complète à la sexualité, l'éducation et l'orientation vers les STEM et le développement du leadership constituent trois enjeux éducatifs majeurs pour l'émancipation des adolescentes et *in fine* pour la réalisation d'égalité des genres. Le présent chapitre propose d'approfondir l'analyse de ces trois thématiques en partageant les leçons apprises par le MEAE, par Plan International et par l'UNESCO sur ces questions, dans le cadre des études et des programmes qu'ils ont pu mener avec de nombreux partenaires, sur tous les continents. Il met à jour les principaux défis rencontrés, propose des leviers d'actions opérationnels et fait entendre la voix des adolescentes sur ces questions, en partageant leurs priorités et leurs attentes. De courtes études de cas sont incluses pour illustrer les leviers d'actions. Ces éléments pourront ainsi inspirer des engagements à fort impact, dans le cadre des coalitions d'action du Forum génération égalité et au-delà.

1. L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ (ECS) À LA CROISÉE DES DROITS À L'ÉDUCATION, À LA SANTÉ, À LA PARTICIPATION ET À LA PROTECTION

1.1 Les enjeux clés

L'importance de l'éducation complète à la sexualité (ECS) est reconnue dans le cadre de suivi des Objectifs de développement durable (ODD 3,4 et 5)⁶⁰. L'indicateur mondial 5.6.2 de l'ODD 5 concerne spécifiquement le « Nombre de pays dotés de textes législatifs et réglementaires garantissant aux femmes âgées de 15 à 49 ans l'accès aux soins de santé

sexuelle et reproductive, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine. L'indicateur 4.7.2 concerne également le « Pourcentage d'écoles qui dispensent une éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie ».

QU'EST-CE QUE L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ ?

Selon les Nations unies, l'ECS est « un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme portant sur les aspects cognitifs, affectifs, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances, d'aptitudes, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir – dans le respect de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité -de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être personnel et sur celui des autres et enfin, de comprendre leurs droits et de les défendre tout au long de leur vie.⁶⁵»

L'ECS est à la croisée des droits à l'éducation, à la santé, à la participation et à la protection. L'ECS peut également faire partie d'une approche holistique pour remettre en question les inégalités de genre, prévenir et répondre aux violences basées sur le genre. Les cours d'éducation à la sexualité permettent aux filles d'avoir une meilleure connaissance d'elles-mêmes, de leur corps, de leurs droits et de leurs capacités, notamment d'éviter les grossesses et de faire des choix en matière de reproduction.

Dans le cadre d'une consultation réalisée par Plan International⁶¹ auprès de 700 adolescentes âgées de 14 à 19 ans et issues de 12 pays différents⁶², près de la moitié (47 %) des répondantes à l'enquête ont identifié les droits et la santé sexuelle et reproductive comme une priorité absolue. Les adolescentes ont convenu qu'une meilleure connaissance des sujets liés aux DSSR, notamment à travers l'ECS, était importante pour éviter les grossesses non désirées et garantir que les filles restent scolarisées, en complément d'un accès à la gamme complète des produits et services de santé sexuelle et reproductive notamment les produits sanitaires, les moyens de contraception et les interruptions volontaires de grossesse légales et sûres.

1.2 Les leviers d'actions

Une revue de littérature menée par l'UNESCO⁶³ a montré que les programmes de l'ECS dispensés en milieu scolaire contribuent aux résultats suivants : un recul de l'âge du premier rapport sexuel, des rapports sexuels moins fréquents, une diminution du nombre de partenaires sexuels, une réduction des comportements à risques, une utilisation accrue du préservatif et une utilisation accrue de contraceptifs.

L'ECS a des effets positifs, notamment en ce qu'elle accroît les connaissances relatives aux divers aspects de la sexualité, aux comportements et aux risques de grossesse ou d'infection par le VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles. Plus spécifiquement, elle change les pratiques en matière de planification familiale.





a) Accélérer le développement de l'éducation complète à la sexualité en l'intégrant dans l'enseignement général et la formation des enseignant.e.s



Accélérer le développement de l'éducation complète à la sexualité par l'élaboration des programmes d'enseignement et des matériels d'enseignement et d'apprentissage appropriés en matière d'ECS, former les enseignant.e.s et le personnel scolaire en matière d'ECS, assurer le suivi-évaluation, favoriser la création d'environnements physiques favorables et sûrs et l'implication des jeunes.

Les Principes directeurs internationaux sur l'éducation complète à la sexualité développés par l'UNESCO, ONU Femmes, ONUSIDA, OMS, UNFPA, UNICEF et actualisés en 2018⁶⁴ plaident en faveur d'une éducation complète à la sexualité et de qualité pour promouvoir la santé et le bien-être, le respect des droits humains et l'égalité des genres et qui permet aux enfants et aux jeunes d'avoir une vie saine, sûre et productive.

En situation de crise, comme celle que connaît aujourd'hui le monde avec la pandémie de la COVID 19, l'ECS des adolescent.e.s doit plus que jamais rester une priorité, reflétée dans les programmes scolaires. Au Salvador par exemple, le Ministère de l'Education et Plan International collaborent pour garantir la continuité éducative en matière d'ECS : des orientations pédagogiques sont fournies aux enseignants pour l'intégration de contenus d'ECS et de genre.

LA DÉCLINAISON DES PRINCIPES DIRECTEURS INTERNATIONAUX SUR L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ.

Afin de renforcer une offre d'ECS de qualité dans les écoles et d'accompagner la déclinaison opérationnelle des principes directeurs internationaux en la matière, Plan International a développé sous la forme d'un guide un ensemble d'orientations et de standards de programmation à l'attention des professionnels impliqués dans les secteurs de l'éducation, de la santé sexuelle et reproductive et de l'éducation complète à la sexualité⁶⁶. Plan International pilote actuellement la mise en œuvre des standards internationaux sur l'ECS au Bangladesh, au Laos et au Salvador, avec des institutions gouvernementales (Ministère de l'Éducation et de la Santé), UNFPA, l'UNESCO et la société civile.

ÉTUDE DE CAS

Développer et renforcer l'enseignement de l'ECS : études de cas en Thaïlande et Afrique du Sud

La Thaïlande a fait preuve d'un engagement politique et de leadership en matière d'ECS, avec l'aide des Nations unies, y compris de l'UNESCO, en incluant l'ESC et les liens avec les services de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes dans la loi nationale sur la prévention et la solution du problème de grossesse chez les adolescentes (2016)⁶⁷ et le règlement ministériel associé du secteur de l'éducation sur la prévention et la résolution des problèmes de grossesse chez les adolescentes (2018)⁶⁸. L'approche multisectorielle de la mise en œuvre de la loi implique cinq grands Ministères. Les mesures concrètes prises par le ministère de l'Éducation comprennent la révision des manuels scolaires pour renforcer le contenu sur la SSR et le genre, parallèlement à la création et à la prestation – en collaboration avec le gouvernement et les ONG – d'un cours d'apprentissage en ligne fondé sur un certificat pour les enseignant.e.s d'ECS. Ainsi, le gouvernement thaïlandais, en collaboration avec les Nations Unies, aide les enseignant.e.s à développer leurs compétences et leur confiance dans l'enseignement d'une gamme de contenus d'ECS fondés sur les compétences de vie, y compris des sujets qui peuvent être considérés comme sensibles. L'UNESCO commence également à aider le ministère de l'Éducation à tirer parti du potentiel de l'ECS dans les espaces numériques en Thaïlande pour compléter l'apprentissage par l'éducation formelle. Malgré certains obstacles qui subsistent, la Thaïlande a démontré qu'il était possible de mobiliser le soutien politique, le leadership du gouvernement et des partenariats intersectoriels en faveur de l'ECS, en reconnaissant dans la loi l'importance de l'ECS pour le bien-être des jeunes.

Le développement de l'enseignement de l'ECS au début des années 2000 en Afrique du Sud et le renforcement progressif de cet enseignement sont le résultat de la révision



par le gouvernement de son programme de lutte contre le VIH dans les écoles. La nécessité de réviser la mise en œuvre de ce programme s'est fait sentir à la suite de l'augmentation des nouvelles infections par le VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes et aux problèmes sociaux qui en découlent. Le gouvernement sud-africain a mené une importante réforme pédagogique et mis en place un plan de formation des enseignant.e.s à deux niveaux en formant les « conseillers éducatifs régionaux » qui ont pu transmettre leurs savoirs aux enseignant.e.s et ont développé une formation en ligne. Cette réforme politique éducative de renforcement de l'enseignement de l'ECS a également impliqué d'autres parties prenantes clé faisant partie de la communauté éducative élargie (i.e. les parents d'élèves, les représentants religieux, les syndicats des enseignants, les membres de la société civile, les chefs d'établissement, etc.)⁶⁹. Tenant compte du rôle précieux joué par ces acteurs dans l'éducation et dans la transmission de savoirs et de valeurs auprès des jeunes, le gouvernement sud-africain a appliqué les orientations définies par les Nations Unies démontrant les bénéfices d'un enseignement à l'ECS multi-acteurs et holistique qui donne la parole à l'ensemble de la communauté éducative élargie⁷⁰.

b) Soutenir la mise en place de programmes intégrés



Soutenir la mise en place d'une éducation à la sexualité qui prend en compte les approches communautaires et proposer des programmes intégrés qui associent l'éducation à la sexualité en milieu scolaire, des services de santé non scolaires et des actions de prévention des violences de genre en milieu scolaire notamment dans les contextes humanitaires.

La mise en œuvre de programmes d'ECS dans le cadre communautaire est bien illustrée par l'action des ONG locales Aahung et Rutgers au Pakistan ; leurs programmes ont déjà touché plus de 500 000 étudiant.e.s. Leur succès est fondé sur leur volonté de comprendre le contexte nuancé au sein des communautés et de collaborer avec des groupes d'acteurs - y compris les parents, les responsables scolaires, les chefs religieux, le personnel des médias et les adolescent.e.s. Parmi

les stratégies spécifiques : la collaboration avec les communautés pour sélectionner le contenu, le choix et la formulation des questions avec tact en tenant compte des sensibilités, l'engagement de personnes d'influence, la présence des médias, la présentation de programmes scolaires pour accroître la compréhension et la transparence, et le choix de moments opportuns pour introduire les messages.⁷¹

ÉTUDE DE CAS

Promouvoir l'égalité filles-garçons et la santé sexuelle et reproductive des adolescent.e.s scolarisé.e.s et non scolarisé.e.s : étude de cas au Sénégal et au Togo.

Ce Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants⁷² actuellement en cours de réalisation agit en faveur des droits et de la santé sexuelle et reproductive pour les adolescent.e.s scolarisé.e.s et non-scolarisé.e.s au Sénégal et au Togo au travers du soutien à l'accès aux services de la santé reproductive afin de réduire les taux de grossesses adolescentes et les besoins en contraception non satisfaits. Le projet intègre les problématiques d'égalité filles-garçons et d'ECS dans les curricula afin de sensibiliser les jeunes sur les pratiques à risques et lutter contre les violences de genre en milieu scolaire.

Le projet a permis d'engager un dialogue intersectoriel entre les Ministères et les partenaires sur la question des violences en milieu scolaire en prenant en compte la dimension du genre. Les observations sur le terrain témoignent d'un début de prise de conscience sur les tabous liés à la violence perpétrée contre les enfants, sur les inégalités de genre et sur les stéréotypes sexistes qui en découlent. Enfin, les bénéficiaires direct.e.s du projet dans les deux pays témoignent d'une meilleure entente, au sein de l'école, entre les enseignant.e.s, le personnel des établissements scolaires et les élèves ainsi qu'entre les élèves filles et garçons. Les violences au sein de l'école parmi lesquels les châtiments corporels, les violences psychologiques et la violence sexuelle ont diminué.



Flickr - United Nations photo - UNAMID Police Facilitates English Classes for Displaced Women UN Photo/Albert Gonzalez Farran, 18 Février 2014, El Fraïen, Soudan. Sous <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/>

c) Impliquer les parents et les communautés en faveur de l'ECS

LEVIER D'ACTION

Sensibiliser les communautés et des parents à l'ECS, en faisant participer les groupes de jeunes, les organisations de la société civile, les chefs religieux, les médias, les politiciens, grâce à des informations précises sur les avantages et les bénéfices de l'ECS et en leur offrant des espaces de dialogue.

ÉTUDE DE CAS

Le projet YES I DO ALLIANCE de Plan International en Éthiopie, Indonésie, Kenya, Malawi, Mozambique, Pakistan et Zambie.

Le programme Yes I Do Alliance (YIDA) de Plan international vise à renforcer les capacités de décision des adolescent.e.s sur le choix de se marier et d'avoir des enfants. Il vise également à lutter contre les mutilations génitales féminines (MGF). Le programme est mis en œuvre dans sept pays : Éthiopie, Indonésie, Kenya, Malawi, Mozambique, Pakistan et Zambie.

Le programme est fondé sur cinq objectifs issus de la théorie du changement de Plan International. Le programme a pour objectifs de faire changer les comportements des membres de la communauté, des responsables et des autres parties prenantes afin qu'ils et elles agissent pour empêcher le mariage des enfants, les grossesses précoces et les MGF d'une part, un engagement des adolescents garçons et des décisions plus éclairées des adolescentes concernant leur santé sexuelle et le choix d'alternatives au mariage, aux grossesses précoces et aux MGF. Enfin, il agit en direction des responsables politiques afin qu'ils et elles harmonisent, renforcent et mettent en œuvre des lois et des politiques sur le mariage des enfants, les MGF et la santé sexuelle et reproductive.

YIDA collabore avec un large éventail de parties prenantes : les autorités locales, les chefs religieux et traditionnels, les membres de la communauté, les parents, les enseignant.e.s, les agent.e.s de santé, les jeunes filles et les garçons... Cela conduit à un dialogue renforcé sur les effets néfastes des mariages d'enfants, des MGF et des grossesses précoces. Entre 2016 et 2018, selon les résultats de l'évaluation à mi-parcours du projet, 32 000 jeunes ont été sensibilisé.e.s à l'éducation à la sexualité, et 751 jeunes ont été formé.e.s et soutenu.e.s comme éducateurs et éducatrices pair.e.s. Le programme a également contribué à accroître la confiance en soi des jeunes et favorise une meilleure écoute des leaders de la communauté vis-à-vis des attentes de ces derniers.

« Mes attentes, mes rêves par rapport au mariage sont de finir mes études, de trouver un travail puis de me marier et d'avoir mes enfants parce que, sans emploi, je ne peux pas avoir d'enfants, je ne pourrai pas les soutenir financièrement. »

explique une adolescente, à Mogovolas au Mozambique.⁷⁵



© Plan International

ÉDUCATION NUMÉRIQUE À LA SEXUALITÉ : LA PLATEFORME « LOVE MATTERS ARABIC », CRÉÉ PAR RNW MEDIA DANS LA RÉGION AFRIQUE DU NORD ET MOYEN ORIENT.

Dans toutes les régions du monde, les hommes sont plus nombreux que les femmes à utiliser l'internet. L'écart est faible dans les pays développés et important dans les pays en développement, en particulier les pays de faible revenu⁷³. Les jeunes se tournent de plus en plus vers le numérique pour rechercher des informations liées au corps, au sexe et aux relations intimes. Ces dernières décennies, de nombreux espaces numériques ont vu le jour avec pour objectif de diffuser des contenus pédagogiques et d'éduquer les jeunes à la sexualité.

RNW Media (Love Matters Arabic) est un très bon exemple de plateforme numérique qui vise à fournir des informations fiables pour répondre aux questions des jeunes sur les sujets

liés au corps, aux relations et à la sexualité. Ce site web est destiné aux jeunes marié.e.s et non marié.e.s, de 18 à 30 ans, qui viennent d'Égypte et de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il a pour objectif de les intéresser à l'éducation à la sexualité et aux informations qu'ils et elles n'ont pas reçu à l'école et à la maison, de les aider à faire des choix éclairés, à accepter qui ils et elles sont, à aimer et à être aimé.e.

En 2019, le site Love Matters Arabic a été visité par plus de 7,4 millions d'utilisateurs et d'utilisatrices et les réseaux sociaux associés (Facebook, Twitter, Youtube et Instagram) ont permis d'atteindre des millions de personnes⁷⁴.



2. L'ÉDUCATION DES ADOLESCENTES AUX SCIENCES, TECHNOLOGIE, INGÉNIERIE ET MATHÉMATIQUES

2.1 Les enjeux clés

Alors que les STEM et l'innovation occupent une place importante dans l'agenda pour le développement durable à l'horizon 2030, les études montrent que les adolescentes n'ont pas accès à égalité à ces domaines d'éducation. L'écart de participation aux STEM entre les filles et les garçons devient plus apparent dans le premier cycle du secondaire, lorsque commence la spécialisation et que les élèves opèrent des choix concernant les matières qu'ils et elles vont étudier⁷⁶. Les filles semblent perdre leur intérêt pour les matières des STEM avec l'âge, en particulier entre le début et la fin de l'adolescence. Cette baisse d'intérêt affecte la participation aux études avancées dans le secondaire⁷⁷.

Différents facteurs influencent la participation des filles et des femmes, leurs performances et leur progression dans les études et les carrières des STEM :

Au niveau individuel : les stéréotypes percevant la technologie comme secteur masculin sont prédominants dans beaucoup de contextes. Le meilleur indicateur de l'incidence des stéréotypes de genre liés aux STEM est la différence de confiance entre les filles et les garçons en leurs capacités, et ce alors même qu'en primaire et au premier cycle de secondaire, l'écart de compétences numériques réel est soit inexistant, soit en faveur des filles⁷⁸.

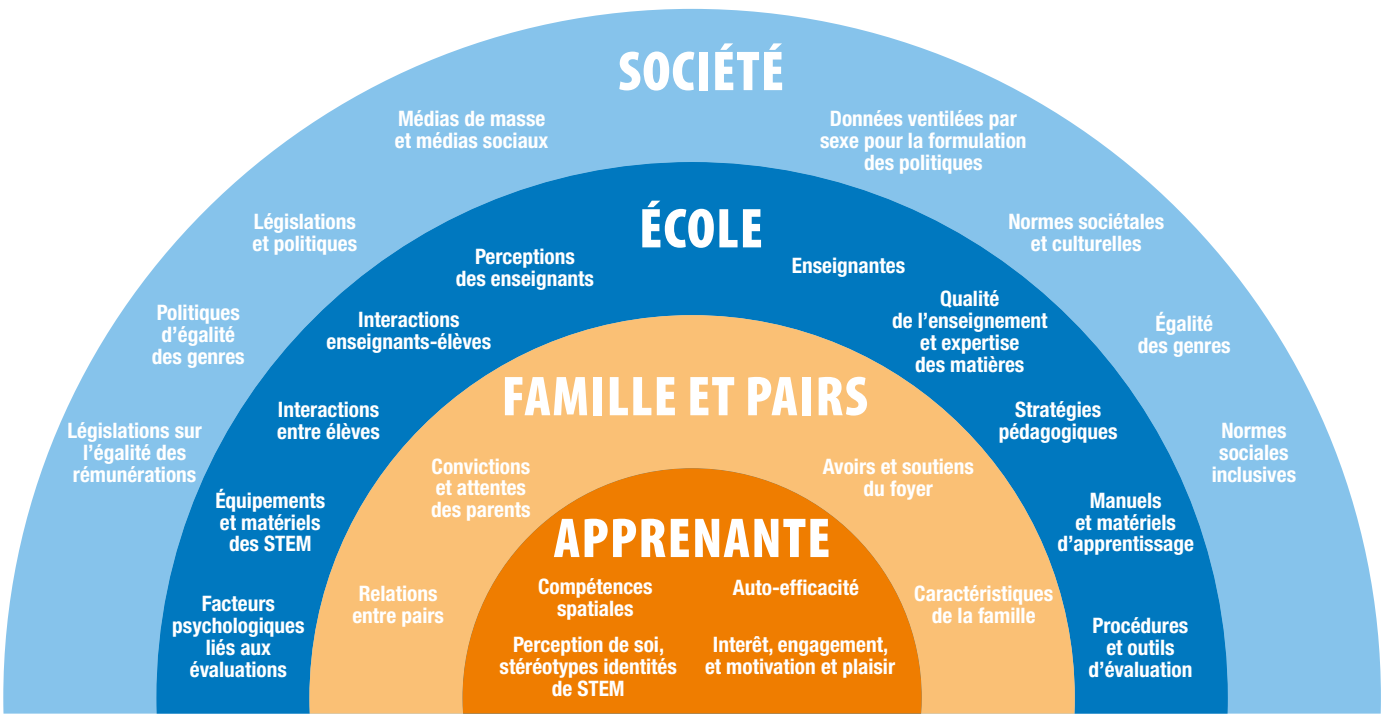
Au niveau de la famille et des pairs : les convictions et les attentes des parents ainsi que leur niveau d'instruction et leur statut socio-économique jouent un rôle clé dans la participation des adolescentes ainsi que dans leur réussite et leur progression dans les études des STEM.

Au niveau scolaire : l'environnement d'apprentissage joue un rôle clé : la présence d'enseignantes dans les matières STEM, auxquelles les jeunes filles peuvent s'identifier est importante. En Afrique sub-saharienne, les femmes enseignantes deviennent minoritaires dès le cycle primaire (46%) et le sont fortement au niveau du cycle secondaire (30%)⁷⁹. Le profil, l'expérience, les convictions et les attentes des enseignant.e.s, les programmes d'enseignement, les matériels et ressources d'apprentissage, les stratégies pédagogiques et les interactions élèves-enseignant.e.s, les pratiques d'évaluation et l'environnement scolaire général sont également essentiels.

Au niveau de la société : les normes sociales et culturelles, les stéréotypes relayés dans les médias et dans la publicité pour les produits numériques et autres technologies par exemple, les campagnes de communications des établissements d'enseignement et les institutions, les législations et les politiques en matière d'éducation jouent un rôle important.

GRAPHIQUE 6 :

Cadre écologique des facteurs influençant la participation des filles et des femmes, leur réussite et leur progression dans les études des STEM



Source : Déchiffrer le code : l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM), UNESCO, 2017, p.40

2.2 Leviers d'actions

Près d'un quart des adolescentes (22 %) interrogées dans le cadre de la consultation menée par Plan International en prévision du Forum Génération Égalité⁸⁰ considèrent la technologie et l'innovation au service de l'égalité des genres comme une question clé. Les adolescentes partagent des aspirations à travailler dans des domaines non traditionnels, notamment les STEM et l'entrepreneuriat. Plusieurs niveaux d'actions peuvent être mobilisés pour accompagner l'accès des adolescentes aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) et aux STEM.



a) Développer un enseignement des TIC et des STEM sans stéréotypes de genre



Développer un enseignement des TIC et des STEM qui tienne compte des questions de genre et promouvoir des environnements d'apprentissage qui encouragent les filles à suivre des cours de TIC et de STEM.

ÉTUDE DE CAS

Le programme « Science, Technology, Engineering and Mathematics - Girls can do IT! » (Chine)

Le programme STEM de Plan International en Chine : « Science, Technology, Engineering and Mathematics - Girls can do IT! » a pour objectif de créer des programmes d'apprentissage des STEM pour les filles en zones rurales, afin de stimuler leur intérêt et leur potentiel pour ces matières, mais aussi de briser

les stéréotypes de genre dans l'apprentissage des STEM. Le programme a permis de renforcer les capacités de 1 200 filles et garçons (65 % / 35 %) ainsi que leur intérêt pour les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques en participant à l'enseignement pré-STEM proposé dans les clubs extrascolaires, dans les comtés de Chunhua et de Pucheng.



ÉTUDE DE CAS

Le programme « African Center for Excellence » (Bénin, Côte d'Ivoire et Nigéria)

Le programme « African Center for Excellence », financé par l'Agence française du développement, vise à développer un enseignement universitaire de qualité sur des thématiques clés pour le développement économique. Le programme a pour objectif de toucher un maximum d'étudiant.e.s africain.e.s en déployant une offre de formation de qualité dans les STEM. Il soutient également l'amélioration de la recherche et de la production scientifique. Les questions de genre sont

prises en compte à différents niveaux du projet. Une réflexion collective avec les étudiant.e.s permet de réfléchir aux causes de la sous-représentation des femmes dans les filières Sciences et technologies industrielles et d'imaginer collectivement des mesures pour accroître leur présence. Une prime de 2 500 US\$ est par exemple versée aux Centres d'Excellence pour chaque femme inscrite en doctorat. Le programme permet également de développer une politique de lutte contre le harcèlement sexuel au sein des établissements et de la rendre obligatoire pour tous les Centres d'Excellence Africains.

b) Organiser des rencontres et des dialogues avec des modèles et des mentors scientifiques ainsi que des visites de terrain pour lutter contre les stéréotypes de genre et l'auto-limitation



Organiser des rencontres avec des modèles et des mentors scientifiques, ainsi que des visites de terrain afin de démystifier les stéréotypes concernant les capacités et les carrières des femmes et aider les filles à intégrer le marché du travail dans le domaine des STEM.

ÉTUDE DE CAS

Un projet d'autonomisation des filles à travers l'apprentissage des STEM au Kenya.

Depuis 2014, dans le cadre d'un projet de mentorat pour jeunes filles en science, technologie, ingénierie et mathématiques, des camps scientifiques d'excellence sont organisés chaque année par le bureau de l'UNESCO à Nairobi, en collaboration avec le gouvernement du Kenya, la Commission nationale pour la Science, la Technologie et l'Innovation et l'université de Nairobi. L'objectif de ces camps scientifiques est de démystifier les sciences, de motiver les filles à s'y intéresser et de les former à devenir de futures professionnelles et dirigeantes dans le domaine des STEM. Ces camps d'une semaine comprennent des expériences scientifiques, des visites de laboratoires et d'industries, et des ateliers de discussion et de partage avec des universitaires afin d'échanger sur les débouchés et les parcours professionnels possibles dans les domaines scientifiques.

Au total plus de 2 000 filles venant de 161 écoles de 41 comtés ont pu bénéficier du projet. Environ une centaine de professeur.e.s de STEM ont pu être formé.e.s à des méthodes d'apprentissage sensibles au genre. De nouveaux partenariats ont pu être établis au niveau national avec des Ministères, des institutions gouvernementales et le secteur privé dans le but d'accroître la participation des femmes dans les secteurs scientifiques et technologiques. Le Ministère de l'éducation a identifié des écoles STEM modèles dans chaque comté et le programme a été identifié comme « bonne pratique » par l'équipe de pays des Nations Unies présente au Kenya, qui en a fait un documentaire. Pendant la pandémie de la COVID-19, un nouveau programme utilisant la technologie de l'enseignement à distance a été lancé le 15 juin 2020 pour que les filles puissent toujours bénéficier du mentorat en STEM.

c) Sensibiliser les filles ainsi que les parents et les communautés aux STEM



Sensibiliser les filles, ainsi que les parents et les communautés aux STEM afin qu'elles puissent accéder à des études de STEM.

ÉTUDE DE CAS

Concours « Miss Sciences » : encourager l'accès des jeunes filles du Mali aux STEM

Le gouvernement du Mali et l'UNESCO ont lancé le premier concours Miss Science en 2018, reconduit en 2019, pour encourager les filles à poursuivre leurs études dans les matières STEM, à défendre leur accès à ces matières et à célébrer les réalisations des jeunes filles dans les disciplines scientifiques. Ce projet s'inspire du concours Miss Science du Sénégal voisin. L'ensemble des vingt académies d'enseignement du

Mali ont participé au concours et 80 des meilleures élèves du primaire et du secondaire ont été invitées à concourir. Cet événement bouscule les stéréotypes selon lesquels les STEM seraient des matières « masculines ». Il a connu un grand succès et a permis de sensibiliser les parents et tous les membres de la communauté sur l'importance de l'accès des filles aux STEM. Quatre lauréates du concours sont devenues ambassadrices dans leurs écoles respectives et mènent des actions afin d'encourager d'autres filles à s'engager dans les STEM.

« Le concours Miss Science m'a encouragée à étudier et à apprécier les matières scientifiques encore plus qu'avant. »⁸¹

raconte Coulibaly Seydou, 11 ans, de Mali qui veut poursuivre une carrière d'ingénieure des mines.



© Plan International

3. LE LEADERSHIP DES ADOLESCENTES À TRAVERS L'ÉDUCATION FORMELLE ET NON-FORMELLE, EN LIEN AVEC LES MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES : UN LEVIER D'ATTEINTE DE L'ENSEMBLE DES OBJECTIFS DE L'AGENDA DE PÉKIN+25.

3.1 Les enjeux clés : Les mouvements de jeunes femmes sont moins financés et font face aux défis de l'inclusion

« Nous voulons voir les femmes et les jeunes filles à des postes de responsabilité et de décision. »⁸²
affirme une adolescente d'Ouganda.

Partout dans le monde, le leadership et la participation politique des femmes et des adolescentes sont limités et les femmes sont sous-représentées en tant qu'électrices et dans les postes de direction. Seuls 24,3 % des parlementaires nationaux sont des femmes et seuls trois pays comptent 50 % ou plus de femmes au parlement dans des chambres uniques ou des chambres basses⁸³. En outre, les mouvements féministes sont de plus en plus confrontés à des réactions négatives, tant au niveau national que transnational, qui menacent les droits sociaux, politiques et économiques durement acquis par les femmes et les filles. L'adolescence et le début de l'âge adulte offrent la possibilité d'investir dans l'éducation civique et le développement du leadership des filles.

Par ailleurs, les organisations d'adolescentes activistes⁸⁴ sont confrontées à des stéréotypes de genre et d'âge qui les excluent des prises de décisions au niveau de leurs communautés, mais également dans les autres mouvements activistes.

L'accès aux financements constitue également une barrière essentielle. S'il existe peu de données sur les financements des organisations de jeunes adolescentes, un rapport de la Banque Mondiale de 2012 évoque une part des fonds de l'aide internationale de seulement 2 % dirigée vers les adolescentes⁸⁵. Un autre rapport de 2014 évoque que les organisations de jeunes femmes ont un budget annuel moyen de 5000 US\$ et que les adolescentes reçoivent des fonds encore moins importants⁸⁶. Malgré ces barrières, les adolescentes font preuve de créativité et d'innovation dans leurs formes d'organisation et l'usage des nouvelles technologies et des réseaux sociaux sont essentiels.

Enfin, l'inclusion est un autre défi des organisations de jeunes militantes : les adolescentes les plus éduquées, issues des milieux les plus aisés et les moins isolées géographiquement sont généralement celles qui deviennent activistes⁸⁷.

UNE ÉTUDE DE PLAN INTERNATIONAL SUR L'ACTIVISME DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE (GUINÉE, LIBÉRIA, NIGÉRIA, SÉNÉGAL ET TOGO)

Une étude lancée en 2019 par le bureau régional de Plan International en Afrique de l'Ouest et Centrale s'est intéressée à l'activisme des filles et des jeunes femmes de 16 à 22 ans dans la région. Elle montre qu'il existe un lien fort entre les niveaux d'éducation supérieurs, l'avantage social et économique et l'activisme des filles et des jeunes femmes. Les organisations de filles fondées par des filles qui ont un niveau d'éducation supérieur ont plus de capacités d'organisation et sont plus indépendantes que celles des filles à

l'école secondaire. L'étude souligne que le numérique est le canal privilégié pour mener des actions militantes. En effet, elles utilisent Facebook, WhatsApp ou Twitter pour promouvoir leur travail et pour se connecter avec d'autres activistes. Cependant, l'étude montre aussi que les voix de toutes les filles ne sont pas représentées dans ces organisations activistes. En effet, les filles de moins de 18 ans ou qui vivent dans des régions plus éloignées n'ont pas le temps, l'autonomie ou la permission de devenir activistes. De plus, elles n'ont

pas accès à Internet ou aux possibilités d'organisation permises par l'université ou l'enseignement secondaire. Ainsi, les filles et jeunes femmes issues de milieux plus pauvres, de groupes minoritaires tels que LGBTQI+ ou vivant avec un handicap sont toutes moins susceptibles d'être impliquées dans l'activisme.

« Le numérique ne peut pas atteindre tout le monde – certaines personnes ont besoin d'un contact physique. »⁸⁸

explique une jeune femme activiste de 21 ans.

3.2 Leviers d'actions

Lors de la consultation menée par Plan International en prévision du Forum Génération Égalité, près de trois adolescentes sur dix (28 %) ont choisi les mouvements féministes et le leadership comme principaux sujets de préoccupation. Elles ont identifié des liens évidents entre les restrictions de l'expression et de l'autonomie et le manque de participation globale des femmes à la vie publique et ont compris que les progrès réels sont directement liés à l'évolution des normes discriminatoires au niveau local⁸⁹.

Les efforts visant à soutenir le leadership des filles et des femmes, y compris leur capacité à s'engager dans les affaires politiques et publiques, doivent commencer dès l'enfance en créant un environnement favorable et s'intensifier et s'adapter à mesure que les filles deviennent de jeunes adultes. Un levier clé en la matière est l'éducation à la citoyenneté et à l'égalité des genres reflétée dans l'ODD 4.7⁹⁰.

« Ma vision est de contribuer à la naissance d'une nouvelle génération de jeunes filles qui soient des actrices de développement. Des filles qui ont accès aux opportunités pour apprendre, une éducation à la santé sexuelle pour décider et s'épanouir sainement, des filles qui se battent pour concrétiser leurs rêves et qui luttent contre les inégalités. »

témoigne Chanceline, à l'initiative de « l'Académie des jeunes filles leaders » au Bénin.

a) Proposer une éducation transformatrice des rapports sociaux de genre qui apprenne aux filles à s'exprimer et à développer leurs compétences sociales et civiques

LEVIER D'ACTION



Assurer une éducation transformatrice dans le domaine des rapports sociaux de genre dans les écoles et à travers l'éducation non-formelle dès l'enfance afin de permettre aux adolescentes d'apprendre à s'exprimer, à structurer leurs pensées, développer leurs opinions et leur esprit critique, à écouter les autres et à acquérir les compétences sociales et civiques nécessaires pour devenir des personnes actives et inclusives dans leurs communautés et leurs sociétés.

ÉTUDE DE CAS



Le projet « Championnes du changement » au Pérou

Au Pérou, Plan International mène un projet en faveur de l'autonomisation politique et du leadership des adolescentes autochtones – « Championnes du changement » qui permet

à 540 adolescentes et jeunes femmes autochtones de 14 à 21 ans de s'organiser et de renforcer leurs capacités à influencer les décisions qui les concernent.

ÉTUDE DE CAS

Le projet « Jeunes leaders contre le mariage d'enfant », une initiative transfrontalière en Guinée, au Mali et au Sénégal

En Afrique de l'Ouest et du Centre, la Guinée, le Mali et le Sénégal ont un taux de mariage d'enfants très élevé (entre 31 et 52 % avant l'âge de 18 ans), pouvant atteindre des taux variant de 57 à 87% dans les zones transfrontalières des trois pays.

En Guinée, Plan International France, avec le soutien financier de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), a soutenu, en 2018, le Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée, à travers des actions de formation au plaidoyer, au genre et à la lutte contre le mariage d'enfant. Le projet a également permis au Club de renforcer son ancrage en région à travers la création de trois nouvelles antennes. Les actions de sensibilisation (émissions radiophoniques, activités de mobilisation sociale) et de plaidoyer menées par le Club ont permis de toucher environ 12 000 filles à travers le pays et 35 000 autres personnes (garçons, parents, leaders religieux et traditionnels, autorités locales et administratives) dans les huit régions du pays. Le projet a permis d'empêcher 12 mariages précoces dans les régions de Conakry, Faranah et Labé. Enfin, des rendez-vous de plaidoyer ont eu lieu auprès du gouvernement et des leaders religieux afin qu'ils prennent position contre le mariage des enfants.

Une deuxième phase de ce projet porté par Plan International France, avec l'appui financier de l'OIF, a permis de mettre en réseau des jeunes leaders de la frontière malienne et sénégalaise, issus de diverses organisations de jeunesse, avec le Club des Jeunes Filles leaders de Guinée ; un atelier animé par les jeunes eux-mêmes a permis un partage

d'expériences et de compétences entre pairs autour du mariage des enfants, des enjeux de genre afférents, des techniques de plaidoyer ainsi que de la gestion des risques associés. Un plan d'action régional assorti d'un comité de suivi a été élaboré par les jeunes leaders, ainsi que des actions à mener dans leurs pays respectifs. A l'occasion de leur rencontre à Dakar, Plan International a également facilité la tenue d'un espace de dialogue intergénérationnel, relayé en live sur les réseaux sociaux, où les jeunes ont pu partager leurs recommandations en matière de lutte contre le mariage d'enfants auprès des institutions sénégalaises et régionales.



Flickr - World Bank Photo Collections: Photostream
About 420 students attend school at the Kabajar School
Photo : Allison Kivesell / World Bank, 22 septembre 2012
Sous <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/>

b) Les initiatives d'éducation non-formelle telles que les groupes de sport ou les groupes de parole sont des leviers d'autonomisation et de leadership pour les adolescentes.



LEVIER D'ACTION

Reconnaître et soutenir le rôle de l'éducation et des initiatives non-formelles dans l'autonomisation des adolescentes en tant qu'individues actives et championnes de l'égalité des genres.

Le sport peut être utilisé comme un levier symbolique pour changer les stéréotypes de genre dans un environnement patriarcal. Le sport peut avoir un impact direct sur le renforcement de la confiance en soi, sur la réduction des stéréotypes de genre et de la violence en milieu scolaire.

ÉTUDE DE CAS

Le projet « Olympiades de la jeunesse au Niger »

Au Niger, le projet « Olympiades de la jeunesse au Niger » financé par le MEAE contribue à l'épanouissement et à la socialisation des jeunes à travers le sport. La réduction

des inégalités de genre est un objectif majeur de ce projet : il vise à la fois une pleine mixité garçon/fille pour l'ensemble des activités proposées, ainsi qu'une évolution de la représentation de la pratique sportive féminine par l'ensemble de la population.

ÉTUDE DE CAS

L'émancipation des adolescentes à travers le football : le projet « Championnes » (Bénin, Guinée, Togo) et le projet « League » (Brésil et Nicaragua)

Le projet Championnes (2020-2023), soutenu par l'Agence française de développement (AFD) utilise le sport comme levier d'autonomisation des filles et de transformation des normes de genre par une approche mixte qui associe l'autonomisation sociale et l'autonomisation économique des femmes. En jouant, les filles sortent de leur isolement et acquièrent des compétences de vie comme la confiance en soi, l'esprit d'équipe et l'affirmation de soi. Des activités de sensibilisation en marge des entraînements permettent aux filles d'acquérir des connaissances et des compétences qui les rendent plus à même de prendre des décisions sur leur droits et santé sexuelle et reproductive. Ces jeunes femmes, en devenant des modèles, remettent en cause les normes de genre dans leurs communautés. A travers une approche participative intégrant les communautés, les associations de parents et le corps scolaire, les masculinités positives sont soutenues. Le projet permet également de créer des emplois liés au sport, comme éducateur.rice.s d'éducation physique, entraîneur.euse.s ou arbitres. Le projet aide par ailleurs les bénéficiaires à constituer des tontines (épargnes collectives), qui sont d'importants espaces de socialisation et d'autonomisation.

Le projet League (2018-2021), mené au Brésil et au Nicaragua, organise des camps de football pour aider les adolescentes à s'épanouir, prendre confiance en elles, à briser les stéréotypes et à défendre leurs droits. La League utilise le football pour lutter contre les mariages d'enfant et les grossesses précoces et pour favoriser l'accès à la formation professionnelle. L'approche inclusive du projet associe les pères, frères et jeunes hommes de la communauté au succès des jeunes footballeuses. Le projet permet de communiquer au niveau régional et national



© Plan International

« Après le projet, j'ai appris que j'ai des pouvoirs, qu'il ne faut pas se sentir inférieure aux garçons, qu'il faut être respectée, qu'il appartient à chacune de nous de faire valoir nos droits et de les défendre. J'ai appris ce qu'est l'autonomisation et cela m'a aidée à avoir confiance en moi. »
raconte Violeta, 14 ans, au Brésil.

sur les droits des filles de façon innovante, inclusive et positive. Grâce à la méthodologie « Champions du Changement » de Plan International, le projet permet aux jeunes filles et aux garçons de devenir acteurs et actrices du changement dans leur communauté (formations, entraînements, ateliers de sensibilisation sur l'égalité de genre et sur les droits en santé sexuelle et reproductive). Enfin, le projet permet une autonomisation économique des jeunes filles à travers la création d'opportunités professionnelles dans le secteur du football et du sport.

c) Les parents, les leaders communautaires et les médias : des partenaires indispensables pour promouvoir l'éducation des filles et le développement de leur leadership à travers l'éducation.



LEVIER D'ACTION

Créer un environnement favorable aux filles et aux femmes et établir des partenariats directs avec les communautés locales, les chefs traditionnels, les chefs religieux et les parents pour discuter de l'importance de l'éducation des adolescentes.

ÉTUDE DE CAS

Le projet « Bruits de tambours » au Sénégal : promouvoir l'éducation et l'inclusivité citoyenne par le divertissement et l'éducativité.

« Bruits de tambours » est un projet innovant menée par l'ONG RAES au Sénégal et plus largement dans toute l'Afrique de l'Ouest qui repose sur une campagne nationale de communication pour le changement social. Elle fait la promotion d'une démocratie plus participative et inclusive, notamment en faveur des femmes et des filles. Le projet comprend la production d'une série télévisée et d'un feuilleton radio couplés

avec des actions communautaires de proximité et des animations sur les réseaux sociaux. L'objectif est de susciter des questionnements et des débats pour remettre en cause les stéréotypes et les habitudes sociales qui freinent la participation politique des femmes et des jeunes et de développer les capacités d'action des groupes cibles. Ce projet est soutenu par l'Agence française de développement, ainsi que par le Canal France international, par l'Organisation internationale de la Francophonie et par TV5 Monde pour la période 2018-2021⁹¹.



CHAPITRE III

RECOMMANDATIONS

Les recommandations proposées s'adressent à l'ensemble des parties prenantes impliquées dans des politiques et des programmes d'éducation des adolescentes et plus largement des initiatives de promotion de l'égalité de genre et des objectifs du développement durable dans leur ensemble. D'ordre plus politique, elles viennent compléter les recommandations plus techniques formulées sous forme de leviers d'action tout au long du rapport. Elles pourront notamment nourrir la réflexion des membres des coalitions d'action du Forum Génération Égalité, lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de nouveaux engagements et plans d'action en faveur des adolescentes.

1. Inscrire l'éducation formelle et non formelle des adolescentes au cœur des 6 thématiques des coalitions d'actions du Forum Génération Égalité en tant que levier d'action indispensable à l'avancée de tous les sujets : pour chaque coalition retenir une action concrète à intégrer dans le plan d'action à 5 ans qui sera adopté ; ces actions concrètes pourront s'inspirer des leviers d'action exposés dans le présent rapport

2. Investir financièrement dans des systèmes éducatifs transformateurs des rapports sociaux de genre en s'assurant que les financements domestiques et internationaux soient à la hauteur des enjeux et permettent de garantir une éducation gratuite de qualité pour tous et toutes⁹²

3. Mettre en œuvre des plans et des actions concrètes au service de la réalisation de politiques et de stratégies nationales en faveur de l'éducation des filles, en particulier les adolescentes

3.1 S'assurer, d'une manière générale que :

- Les programmes enseignés soient sensibles aux problématiques de genre et ne véhiculent pas de stéréotypes de genre.
- Les infrastructures des écoles soient adaptées, notamment par la construction d'infrastructures sanitaires et d'hygiène non mixtes et répondant aux besoins des filles tels que des latrines sécurisées, un accès à l'eau salubre et au savon, ainsi qu'un assainissement adéquat et de systèmes d'évacuation des déchets⁹³.
- La formation initiale et continue des enseignant·e·s sur les problématiques de genre est renforcée.
- La prévention et la prise en charge des violences de genre en milieu scolaire sont renforcées.

3.2 Veiller, au niveau communautaire et des familles à :

- Véhiculer des messages valorisant l'éducation des filles au sein de la population.
- Lutter contre les pratiques néfastes (mariages précoces et forcés, mutilations génitales féminines) et lever les barrières d'accès à l'école aux adolescentes enceintes ou mères pour éviter leur décrochage scolaire.
- Développer des incitations financières pour que les familles envoient les filles à l'école, notamment à l'adolescence.

3.3 Veiller à ce qu'une éducation complète à la sexualité de bonne qualité soit dispensée à tous·tes les apprenant·e·s :

- Intégrer dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire une éducation sexuelle fondée sur les compétences, qui soit complète dans son contenu, afin de doter les élèves des connaissances, des attitudes et des compétences nécessaires pour gérer avec succès des relations interpersonnelles sûres, pour promouvoir l'égalité des genres et, plus particulièrement, pour prévenir les grossesses précoces et non désirées ainsi que les IST, y compris le VIH.
- Former et soutenir les enseignant·e·s pour qu'ils/elles aient les compétences, la confiance et le matériel nécessaires pour dispenser une ECS de bonne qualité, centrée sur l'apprenant·e.
- Sensibiliser les parents et les communautés aux questions d'ECS et les aider à aborder ces sujets avec confiance et aisance.
- Assurer, en complément de l'ECS, la fourniture d'une gamme complète de services et de produits liés à la santé sexuelle et reproductive adaptés aux filles et aux garçons, scolarisés et non scolarisés, notamment en matière de santé et d'hygiène menstruelles, de contraception et de prévention des grossesses précoces et non désirées.

3.4 Encourager les filles à entreprendre des études et des carrières dans le domaine des STEM :

- Stimuler l'intérêt, la motivation et la confiance en soi des adolescentes à poursuivre des études et des carrières dans les STEM grâce à une meilleure orientation professionnelle, une plus grande exposition aux rôles modèles féminins, un accès élargi à des mentorats, à des parrainages et à des bourses, et à la sensibilisation auprès des filles, des parents et du personnel scolaire.
- Éliminer les biais et les stéréotypes dans les cursus et dans les matériaux pédagogiques et renforcer la capacité des enseignant·e·s à dispenser une pédagogie prenant compte du genre qui soit exempt de préjugés et de stéréotypes et qui engage les garçons et les filles sur un pied d'égalité. Remédier à la pénurie d'enseignant·e·s qualifié·e·s et favoriser le recrutement d'enseignant·e·s.

3.5 Favoriser le développement du leadership des adolescentes à travers la promotion d'un environnement et de programmes, scolaires et extra-scolaires, promoteurs d'égalité de genre et leur donnant les compétences et opportunités de s'affirmer, de s'organiser et de se faire entendre, à tous les niveaux de la société.

4. Produire, collecter et rendre disponibles des données désagrégées par âge et par sexe, dans les différents secteurs, pour nourrir la planification, la budgétisation, le suivi et la redevabilité de politiques publiques à même de répondre, de manière adaptée et holistique, aux besoins spécifiques des adolescentes, y compris en situation de crise

4.1 Tirer les leçons des plans sectoriels éducatifs et des programmes existants en matière d'éducation transformatrice des rapports sociaux de genre, en investissant dans leur suivi, dans leur évaluation et dans des études d'impact

4.2 Développer des diagnostics solides des causes profondes entravant la scolarisation et la rétention des filles à l'école, spécifiques à chaque pays et au niveau régional

4.3 Recueillir, en complément des données quantitatives, des données qualitatives : ajouter dans les enquêtes existantes des questions sur les normes de genre afin de comprendre les raisons pour lesquelles différentes formes d'inégalités, de discriminations et de violences se produisent à l'égard des adolescentes ; renforcer les systèmes d'information de gestion de l'éducation pour collecter des données sur les incidents signalés et traités à l'école (ventilées par sexe, âge, handicap, etc.)

4.4 Collecter des données ventilées par sexe et par âge pour le taux de scolarisation au niveau a) élémentaire b) en fin de cycle primaire c) en fin de premier cycle du secondaire, ainsi que les données sur les acquis scolaires, afin de vérifier les proportions de filles, dont les adolescentes, qui maîtrisent au moins les connaissances de base minimales i) lecture et ii) mathématiques.

5. Élaborer et mettre en œuvre des politiques et des initiatives d'éducation intersectorielles promotrices d'égalité de genre, à même de répondre à la nature pluridimensionnelle des problématiques concernant les adolescentes, à travers des collaborations et des partenariats pluri-acteurs inclusifs

5.1 Assurer, au niveau national, une collaboration entre le secteur de l'éducation et d'autres Ministères, tels que ceux de la santé, des affaires sociales, de la famille, de l'égalité des genres, ainsi que de la planification et des finances, afin de garantir la cohérence entre des lois, des politiques et des plans ainsi que la disponibilité des fonds.

5.2 Favoriser des collaborations et partenariats multi-acteurs en faveur de plans sectoriels d'éducation promoteurs de l'égalité de genre, les partenaires techniques et financiers doivent se mettre au service de stratégies et de politiques pilotées au niveau national, et renforcer les espaces de concertation existants au niveau national, régional et local, tels que les Groupes Locaux d'Education.

5.3 Élaborer des plans sectoriels de l'éducation favorisant l'égalité des genres (appelée en anglais « gender-responsive education sector planning ») pour opérer un changement systémique ; des orientations existent au niveau international⁹⁴ mais l'expérience montre que leur mise en œuvre nécessite l'adhésion collective, non seulement des Ministères mais aussi des partenaires de développement sur le terrain.

6. Favoriser l'inclusion de tous les acteurs dans leur diversité : une éducation inclusive et transformatrice des rapports sociaux de genre nécessite l'inclusion de toutes les parties prenantes – y compris des plus vulnérables – c'est-à-dire les organisations dirigées par des enfants et des jeunes, notamment les organisations dirigées par des filles, les enseignants et enseignantes, le personnel dans les institutions scolaires dont le personnel de direction des écoles, ainsi que le personnel des Ministères en charge du pilotage et de la gouvernance du système éducatif en général, les parents, les leaders communautaires, les organisations de base, les autorités locales et nationales

7. Promouvoir la participation citoyenne et intégrer de manière concrète et significative les adolescentes et organisations de jeunesses féministes dans leur diversité, en particulier celles représentant les adolescentes les plus marginalisé.e.s, dans les espaces de décision nationaux et internationaux concernant l'élaboration et le suivi de la politique éducative, y compris dans les pays en situation de crise. Les jeunes marginalisé.e.s sont les mieux placé.e.s pour donner des conseils sur les stratégies qui répondent à leurs besoins, mais leur capacité d'agir doit être renforcée

7.1 Renforcer la capacité d'agir des mouvements, réseaux et associations dirigés par des filles et des jeunes femmes travaillant pour promouvoir l'égalité de genre, formels et informels, à travers un financement pluriannuel flexible accru et un appui technique, au service de leurs propres priorités, y compris en répondant à des besoins inattendus.

7.2 Mettre en œuvre des mécanismes institutionnalisés garantissant un engagement sûr et significatif des adolescentes et des organisations de la société civile dirigées par des filles dans la prise de décision à tous les niveaux de gouvernance, du conseil scolaire aux conseils locaux et aux délégations des forums mondiaux, y compris dans la gouvernance des coalitions d'action du Forum Génération Égalité.

8. Dans les contextes de crise et de fragilité, prendre en compte les situations et les risques spécifiques encourus par les adolescentes, notamment les risques d'abandon définitif de l'école et les violences accentuées par la crise sanitaire de la COVID-19⁹⁵

8.1 Encourager les partenariats entre acteurs de l'humanitaire et du développement pour mieux répondre aux besoins spécifiques des filles en matière d'éducation et s'assurer que les filles et les garçons sont ou retournent à l'école, y sont en sécurité et dans de bonnes conditions d'apprentissage.

8.2 Collecter des données ventilées par sexe et par âge pour les taux d'incidence, de morbidité et de mortalité liées à la COVID-19 ; travailler avec les écoles pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action visant à réinscrire les filles à l'école et évaluer les plans de riposte des pays.

8.3 Mettre en place des solutions d'apprentissage à distance en cas de fermeture d'écoles aux moyens de technologies simples et avancées, afin d'assurer une continuité d'enseignement et de ne pas exacerber les disparités existantes pour les adolescentes, y compris en matière de compétences techniques et de fracture numérique.



SIGLES

CME	Campagne mondiale pour l'éducation
DSSR	Droits et santé sexuels et reproductifs
ECS	Éducation complète à la sexualité
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
MGF	Mutilations génitales féminines
ODD	Objectifs de développement durable
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNGEI	Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles
SSR	Santé sexuelle et reproductive
STEM	Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VGMS	Violences de genre en milieu scolaire
YIDA	Programme Yes I Do Alliance

BIBLIOGRAPHIE

Banque mondiale. 2017. **Economic impacts of child marriage : global synthesis report** Washington, D.C. Banque mondiale.

Groupe de travail international sur l'éducation dans le Forum Génération Égalité, 2020. **Recommandations sur l'éducation des filles.**

J Fraillon, J Ainley, W Schulz, T Friedman, et E Gebhardt. 2014. **Preparing for life in a digital age. The IEA International Computer and Information Literacy Study International Report** (*Faits et chiffres : Préparer la vie à l'ère numérique. L'étude internationale de l'IEA sur la maîtrise de l'informatique et de l'information*). Amsterdam, International Association for the Evaluation of Educational Achievement.

FRIDA, Young Feminist Fund et Association for Women's Rights in Development's (AWID) Young Feminist Activism Program. 2014. **Brave, creative, resilient: The global state of young feminist organising** (*Courageuse, créative, résiliente : L'état global de l'organisation des jeunes féministes*).

Gender and Adolescence: Global Evidence (GAGE), Overseas Development Institute. 2018. **Adolescents with disabilities. Enhancing resilience and delivering inclusive development.** (*Adolescents en situation d'handicap. Renforcer la résilience et assurer un développement inclusif*). Londres, Overseas Development Institute.

Girl Effect, Vodafone Foundation. 2018. **Real girls, real lives, connected** (*De vraies filles, de vraies vies, connectées*).

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). **Enfants et jeunes non scolarisés.** Montréal, ISU.

International Telecommunications Union (ITU.) **Facts and figures 2019. Measuring digital development** (*Faits et chiffres 2019 : Mesurer le développement digital*). Genève, ITU.

Mama Cash et FRIDA, The Young Feminist Fund. 2018. **Girls to the front - A snapshot of girl led organizing.** (*Les filles devant - Un portrait de la mobilisation menée par les filles*).

Nations Unies. 1979. **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.** New York, Nations Unies.

Nations Unies. 1995. **Déclaration et Programme d'action de Beijing.** New York, Nations Unies.

ONU Femmes. 2020. **COVID-19 and ending violence against women and girls** (*COVID-19 et mettre fin à la violence contre les femmes et les filles*). New York, ONU Femmes.

Organisation de Coopération et de développement économique (OCDE). 2019. **SIGI 2019 Global Report: Transforming Challenges into Opportunities** (*Rapport global SIGI 2019 : Transformer les défis en opportunités*). Paris, OCDE.

Plan International. 2020. **L'activisme et la mobilisation des filles et des jeunes femmes en Afrique de l'Ouest.** Woking, Plan International.

Plan international. 2020. **Putting the C in CSE: Standards for Content, Delivery and Environment of Comprehensive Sexuality Education.** Londres, Plan International.

Plan international. 2018. **Adolescent girls in crisis report: experiences of risk and resilience across three humanitarian settings.** Londres, Plan International.

Plan International France. 2014. **Victimes de l'école : les violences de genre en milieu scolaire, obstacle au droit des filles et des garçons à l'éducation.** Paris, Plan International France.

Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNGEI, UNICEF. 2020. **Reconstruire l'égalité : guide de rescolarisation des filles.**

Plan International UK. 2020. **Our vision: a call to action by girls in crisis** (*Notre vision : un appel à l'action pour les filles en crise*). Londres, Plan International.

Plan International, Centre for Gender and Disaster, UNFPA. 2020. **Les filles dans la crise : voix du Sahel**

Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

Plan International et ses partenaires de l'AGIP (Adolescent Girls Investment Plan). **Adolescent girls at the centre. Generation equality action coalition priorities for adolescent girls in the context of the COVID-19 pandemic** (*Des adolescentes au centre. Priorités pour les Coalitions d'action du Forum Génération Égalité pour les adolescentes dans le contexte de la pandémie COVID-19*). Londres, Plan International.

A. Reilly. 2014. **Adolescent girls' experiences of violence in school in Sierra Leone and the challenges to sustainable change** (*Les expériences de violence des adolescentes à l'école en Sierra Leone et les défis à relever pour un changement durable*) Gender & Development, 22:1, 13-29.

UNESCO. 2020. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres.** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2020. **Éducation : De la fermeture des établissements scolaires à la reprise (COVID-19).** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2020. **Aborder les dimensions de genre des fermetures d'écoles.** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2020. **Je rougirais si je pouvais : réduire la fracture numérique entre les genres par l'éducation.** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2019. **Rapport mondial de suivi de l'éducation 2019 : Rapport sur l'égalité des genres : Bâtir des ponts pour promouvoir l'égalité des genres.** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2019. **Au-delà des chiffres : En finir avec la violence et le harcèlement à l'école.** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2018. **Achieving gender equality in education: Don't forget the boys** (*Réaliser l'égalité des genres dans l'éducation : ne pas oublier les garçons*). Paris, UNESCO.

UNESCO. 2017. **Déchiffrer le code : L'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM).** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2017. **Grossesses précoces et non désirées : recommandations à l'usage du secteur de l'éducation.** Paris, UNESCO.

UNESCO. 2017. **CSE Scale-up in Practice, Case Studies from Eastern and Southern Africa** (*La mise à l'échelle de l'ECS en pratique, études de cas en Afrique orientale et australe*). Harare, UNESCO Harare.

UNESCO. 2015. **Les violences de genre en milieu scolaire font obstacle à la réalisation d'une éducation de qualité pour tous.** Paris, UNESCO.

UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes et l'OMS. 2018. **Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : Une approche factuelle** (Édition révisée). Paris, UNESCO.

UNFPA. 2020. **Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender based violence, female genital mutilation and child marriage** (*Impact de la pandémie COVID-19 sur la planification familiale et l'élimination de la violence basée sur le genre, des mutilations génitales féminines et du mariage des enfants*). New York, UNFPA.

UNGEI. 2019. **Planification du secteur de l'éducation sensible au genre : une voie vers l'égalité des sexes dans l'éducation.** New York, UNGEI.

UNICEF, ONU Femmes, Plan International. 2020. **A new era for girls: Taking stock on 25 years of progress** (*Une nouvelle ère pour les filles : Bilan de 25 ans de progrès*). New York, UNICEF et ONU Femmes, Londres, Plan International.

UNICEF. 2019. **Guidance on menstrual health and hygiene.** New York, UNICEF.

UNICEF. 2018. **Child marriage: Latest trends and future prospects** (*Les mariages d'enfants : dernières tendances et perspectives d'avenir*). New York, UNICEF.

UNICEF. 2017. **Un visage familial : la violence dans la vie des enfants et des adolescents. Conclusions principales.** New York, UNICEF.

NOTES DE FIN

¹ Nations Unies. 1995. **Déclaration et Programme d'action de Beijing.** New York, Nations Unies.

² L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). **Enfants et jeunes non scolarisés.** Montréal, ISU.

³ UNESCO et Plan International. **Les filles seront plus durement touchées par les fermetures d'écoles dues au COVID-19.** Paris, UNESCO et Londres, Plan International.

⁴ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁵ Ibid.

⁶ UNESCO. 2019. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres, 2019.** Paris, UNESCO.

⁷ UNESCO. 2020. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres, 2020.** Paris, UNESCO.

⁸ UNICEF, ONU Femmes, Plan International. 2020. **A new era for girls: Taking stock on 25 years of progress (Une nouvelle ère pour les filles : Bilan de 25 ans de progrès).** New York, UNICEF et ONU Femmes, Londres, Plan International.

⁹ Nations Unies. 1995. **Déclaration et Programme d'action de Beijing.** New York, Nations Unies.

¹⁰ **L'indice de parité est le rapport entre la valeur correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin pour un indicateur donné.**

¹¹ UNICEF, ONU Femmes, Plan International. 2020. **A new era for girls: Taking stock on 25 years of progress** (*Une nouvelle ère pour les filles : Bilan de 25 ans de progrès*). New York, UNICEF et ONU Femmes, Londres, Plan International.

¹² Ibid.

¹³ Gender and Adolescence: Global Evidence (GAGE), Overseas Development Institute. 2018. **Adolescents with disabilities. Enhancing resilience and delivering inclusive development.** (*Adolescents en situation d'handicap. Renforcer la résilience et assurer un développement inclusif*). Londres, Overseas Development Institute.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Women Educational Researchers of Kenya, 2017 https://werk.co.ke/wp-content/uploads/2018/08/oosc_dadaab.pdf

¹⁶ A Reilly. 2014. **Adolescent girls' experiences of violence in school in Sierra Leone and the challenges to sustainable change** (*Les expériences de violence des adolescentes à l'école en Sierra Leone et les défis à relever pour un changement durable*),

Gender & Development, 22:1, 13-29.

¹⁷ Nations Unies. 2004. Communiqué de Presse. **Aucun instrument de développement n'est plus efficace que l'éducation des filles et l'émancipation des femmes, rappelle Kofi Annan.** New York, Nations Unies.

¹⁸ Wodon, Q., C. Montenegro, H. Nguyen, et A. Onagoruwa. 2020. **Missed opportunities: The high cost of not educating girls** (*Des occasions manquées : Le coût élevé de ne pas éduquer des filles*). Washington, D.C., Banque Mondiale.

¹⁹ Organisation de Coopération et de développement économique (OCDE). 2018. **Étude pays SIGI : Burkina Faso.** Paris, OCDE.

²⁰ Banque mondiale. 2017. **Economic impacts of child marriage : global synthesis report** Washington, D.C. Banque mondiale.

²¹ Banque mondiale. 2002. **Returns to Investment in Education** (*Retours sur l'investissement dans l'éducation*). Washington, D.C. Banque mondiale.

²² McKinsey Global Institute. 2019. **The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Africa** (*Le pouvoir de la parité : Promouvoir l'égalité des femmes en Afrique*). New York, McKinsey Global.

²³ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme :*

Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles).

²⁴ Nations Unies. 1979. **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.** New York, Nations Unies.

²⁵ UNESCO. 2018. **Achieving gender equality in education: Don't forget the boys** (*Réaliser l'égalité des genres dans l'éducation : ne pas oublier les garçons*). Paris, UNESCO.

²⁶ A Reilly. 2014. **Adolescent girls' experiences of violence in school in Sierra Leone and the challenges to sustainable change** (*Les expériences de violence des adolescentes à l'école en Sierra Leone et les défis à relever pour un changement durable*). Gender & Development, 22:1, 13-29.

²⁷ UNESCO 2019. **Au-delà des chiffres: en finir avec la violence et le harcèlement à l'école.** Paris, UNESCO.

²⁸ Groupe de travail mondial pour mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire. 2020. **COVID-19: Policy Brief and Recommendations : Strengthening efforts to prevent and respond to school-related gender-based violence as schools reopen** (*COVID-19 : Document d'orientation et recommandations : Renforcer les efforts de prévention et de lutte contre la violence basée sur le genre en milieu scolaire à l'occasion de la réouverture des écoles*). Cette estimation par Fry, 2019 (non-publiée) utilise les données de l'Enquête mondiale sur la santé scolaire (Global School Health Survey - GSHS), l'Enquête sur la violence à l'égard des enfants (Violence Against Children Survey - VACS), l'Enquête sur les comportements de santé des enfants d'âge scolaire (Health Behaviour in School-aged Children Survey - HSBC) et troisième étude régionale comparative et explicative (Tercer Estudio Regional Comparativo y Explicativo - TERCE).

²⁹ Organisation mondiale de la santé, Département de la santé et de la recherche génésiques, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Conseil sud-africain de la recherche médicale. 2013. **Estimations mondiales et régionales de la violence à l'égard des femmes : prévalence et effets sur la santé de la violence exercée par un partenaire intime et de la violence sexuelle exercée par d'autres que le partenaire.** Genève, OMS.

³⁰ KM Devries et al. 2014. **Violence against primary school children with disabilities in Uganda: A cross-sectional study** (*Violence contre les enfants handicapés des écoles primaires en Ouganda : Une étude transversale*) BMC Public Health 14;1017.

³¹ UNESCO. 2020. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres, 2020.** Paris, UNESCO.

³² UNICEF. 2018. **Child marriage: Latest trends and future prospects** (*Les mariages d'enfants : dernières tendances et perspectives d'avenir*). New York, UNICEF.

³³ Ibid et UNICEF. 2017. **Is every child counted? Status of data for children in the SDGs** (*Chaque enfant est-il pris en compte ? L'état des données*

pour les enfants dans les ODD). New York, UNICEF.

³⁴ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

³⁵ UNESCO. 2020. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres, 2020.** Paris, UNESCO.

³⁶ UNESCO. 2017. **Grossesses précoces et non désirées : recommandations à l'usage du secteur de l'éducation.** Paris, UNESCO.

³⁷ UNESCO. 2020. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres, 2020.** Paris, UNESCO.

³⁸ UNESCO. 2016. **Série Politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA. Brochure 9 : Éducation à la puberté et à la gestion de l'hygiène menstruelle.** Paris, UNESCO.

³⁹ UNESCO. 2019. **Des garçons et des filles fabriquent des serviettes hygiéniques au club sur le genre de leur école en Éthiopie.**

⁴⁰ UNICEF. 2016. **Harnessing the power of data for girls: Taking stock and looking ahead to 2030** (*Exploiter le pouvoir des données pour les filles : Bilan et perspectives à l'horizon 2030*). New York, UNICEF.

⁴¹ Plan international. 2011. **Weathering the storm: Adolescent girls and climate change** (*Faire face à la tempête : Les adolescentes et le changement climatique*). Londres, Plan international.

⁴² Ibid.

⁴³ UNESCO. 2017. **Déchiffrer le code : l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM).** Paris, UNESCO.

⁴⁴ ISU. **Base de données de l'ISU-UNESCO.** Montréal, UIS.

⁴⁵ UNESCO. 2020. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres, 2020.** Paris, UNESCO.

⁴⁶ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Plan international. 2020. **L'activisme et la mobilisation des filles et des jeunes femmes en Afrique de l'Ouest.** Londres, Plan International

⁵⁰ Nations Unies. 2020. **Policy Brief: Education during COVID-19 and beyond** (*Note d'information : L'éducation*

pendant COVID-19 et au-delà). New York, Nations Unies.

⁵¹ Il est difficile de prévoir l'impact de COVID-19 sur le retour des filles à l'école. Le Fonds Malala a estimé que 20 millions de filles supplémentaires en âge de fréquenter l'école secondaire dans les pays à faible et moyen revenu pourraient ne pas être scolarisés. La Banque mondiale a estimé que 7 millions d'élèves du primaire et du secondaire risquent d'abandonner l'école, avec une augmentation de 2 % de la population non scolarisée. Save the Children a estimé qu'entre 7 et 9,7 millions d'enfants risquent d'abandonner l'école en raison de l'augmentation des niveaux de pauvreté infantile.

⁵² Wodon, Q., C. Montenegro, H. Nguyen, et A. Onagoruwa. 2018. **Missed opportunities: The high cost of not educating girls** (*Des occasions manquées : Le coût élevé de ne pas éduquer des filles*). Washington, D.C., Banque Mondiale.

⁵³ ONU Femmes. 2020. **COVID-19 and ending violence against women and girls** (*COVID-19 et mettre fin à la violence contre les femmes et les filles*.) New York, ONU Femmes.

⁵⁴ FNUAP. 2020. **Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender-based violence, female genital mutilation and child marriage** (*Impact de la pandémie COVID-19 sur la planification familiale et l'élimination de la violence basée sur le genre, des mutilations génitales féminines et du mariage des enfants*). New York, FNUAP.

⁵⁵ Global Working Group to End SRGBV. 2020. **Learning with Violence and Inequality: the Prevalence, Experience and Impact of School- Related Gender-Based Violence** (*Apprendre avec la violence et l'inégalité : la prévalence, l'expérience et l'impact de la violence basée sur le genre à l'école. Groupe de travail mondial pour mettre fin à la VGMS*). Global Working Group to End SRGBV.

⁵⁶ Forum Génération Égalité. **Coalitions d'action.**

⁵⁷ 2020. **Recommandations sur l'éducation des filles** Forum Génération Égalité issues d'une centaine organisations internationales et de la société civile du secteur de l'éducation issues du monde entier, dont la Coalition Education, Education Cannot Wait, GCPEA, CME, PME, Malala Fund, ODI, Plan International, UNESCO, UNGEI, UNICEF, UNICEF France, Save The Children, les coalitions nationales et régionales de la CME et les partenaires locaux.

⁵⁸ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁵⁹ Bolivie, Colombie, République dominicaine, El Salvador, Équateur, Kenya, Liberia, Népal, Paraguay, Philippines, Sierra Leone et Ouganda.

⁶⁰ Objectif 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ; Objectif 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long

de la vie ; Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Voir ce lien pour plus d'informations.

⁶¹ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a Girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁶² Bolivie, Colombie, République dominicaine, El Salvador, Équateur, Kenya, Liberia, Népal, Paraguay, Philippines, Sierra Leone et Ouganda

⁶³ UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes et l'OMS. 2018. **Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : Une approche factuelle** (Édition révisée). Paris, UNESCO.

⁶⁴ UNESCO, ONU Femmes, ONUSIDA, OMS, UNFPA, UNICEF. 2018. **Principes directeurs internationaux sur l'éducation complète à la sexualité.** Paris, UNESCO.

⁶⁵ UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes et l'OMS. 2018. **Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : Une approche factuelle** (Édition révisée). Paris, UNESCO.

⁶⁶ Plan International. 2020. **Programming Standards and Guidance on Comprehensive Sexuality Education.** Londres, Plan International.

⁶⁷ Assemblée législative nationale de Thaïlande. 2016. **The Prevention and Remedial Measures for Adolescent Pregnancy Bill** (*la loi nationale sur la prévention et la solution du problème de grossesse chez les adolescentes*). Bangkok, Assemblée législative nationale de Thaïlande.

⁶⁸ Ministère de l'éducation de Thaïlande.2018. **Ministerial regulation prescribing types of educational institutions and action of educational institutions in the prevention and resolution of teenage pregnancy problems** (*Règlement ministériel associé du secteur de l'éducation sur la prévention et la résolution des problèmes de grossesse chez les adolescentes*). Bangkok, Ministère de l'éducation de Thaïlande.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ **Communication de l'UNESCO : Allocution d'un cadre du Département de l'éducation de la République Sud-Africaine lors de la réunion d'O3 en avril 2020.**

⁷¹ V. Chandra-Mouli, M. Plesons, S. Hadi, Q. Baig, et I. Lange 2018. **Building support for adolescent sexuality and reproductive health education and responding to resistance in conservative contexts: Cases from Pakistan** (*Renforcer le soutien à l'éducation des adolescents en matière de sexualité et de santé reproductive et répondre aux résistances dans les contextes conservateurs : Cas du Pakistan*). Global Health Science and Practice, 21; 6(1): 128–136.

⁷² **Ce projet est la suite logique d'un autre projet intitulé « Violences de genre en milieu scolaire »** qui a été mis en œuvre par l'UNESCO, Plan International France et l'UNICEF au Togo, au Sénégal et au Cameroun entre 2016 et 2018.

⁷³ International Telecommunications Union (ITU.) **Facts and figures** 2019.

Measuring digital development (*Faits et chiffres 2019 : Mesurer le développement digital*). Genève, ITU.

⁷⁴ **Pour plus d'informations de Love Matters, voir le site en arabe. Love Matters a d'autres plateformes en Inde, au Mexique, au Kenya, en République Démocratique du Congo, et en Chine.**

⁷⁵ Plan International Pays-Bas. 2018. **Yes I Do Alliance: Midterm Review 2016 to June 2018. Synthesis report** (*Yes I Do Alliance: Examen à mi-parcours 2016 à juin 2018. Rapport de synthèse*.) Amsterdam, Plan International Pays-Bas.

⁷⁶ UNESCO. 2017. **Déchiffrer le code : l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM).** Paris, UNESCO.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ D'après les résultats de l'étude internationale sur la maîtrise des outils informatiques et de la culture de l'information : J. Fraillon, J. Ainley, W. Schulz, T Friedman, et E. Gebhardt. 2014. **Preparing for life in a digital age. The IEA International Computer and Information Literacy Study** (*Faits et chiffres : Préparer la vie à l'ère numérique. L'étude internationale de l'AIE sur la maîtrise de l'informatique et de l'information*). Amsterdam, International Association for the Evaluation of Educational Achievement, qui livre une évaluation informatisée des compétences des élèves de huitième année réalisée dans 21 pays, les filles obtiennent des scores nettement meilleurs que les garçons dans tous les pays, hormis en Thaïlande et en Turquie.

⁷⁹ UNESCO. 2019. **Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO : Rapport sur le genre 2019 : Construire des ponts pour l'égalité des genres.** Paris, UNESCO.

⁸⁰ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁸¹ UNESCO. 2019. **Mali: Miss sciences pour une culture d'excellence.**

⁸² Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁸³ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁸⁴ **Mama Cash et FRIDA, The Young Feminist Fund. 2018 Girls to the front - A snapshot of girl led organizing.** (*Les filles devant - Un portrait de la mobilisation menée par les filles*).

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ FRIDA, The Young Feminist Fund et Association for Women's Rights in Development's (AWID) Young Feminist Activism Program. 2014. **Brave, creative, resilient: The global state of young feminist organising** (*Courageuse, créative, résiliente : L'état global de*

l'organisation des jeunes féministes).

⁸⁷ Plan international. 2020. **L'activisme et la mobilisation des filles et des jeunes femmes en Afrique de l'Ouest.** Woking, Plan International

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Plan International, Terre des Hommes, Defence for Children et ECPAT. 2020. **Setting the agenda: Incubating a girls platform for action** (*Fixer le programme : Incubation d'une plate-forme d'action pour les filles*).

⁹⁰ **4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.** Voir ce lien pour plus d'informations.

⁹¹ **Visionnez la série et écouter les émissions sur le site web de RAES.**

⁹² **La Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives dans le monde recommande aux bailleurs bilatéraux d'augmenter leur aide publique au développement (APD) dédiée à l'éducation avec pour visée une part se rapprochant de 15% de l'APD totale. Pour le niveau national, le Forum Mondial pour l'Éducation recommande que les États maintiennent un objectif de 20% de leurs budgets consacrés à l'éducation soit 6% de leur revenu national brut. Pour plus d'informations voir le Cadre d'Action de Dakar.**

⁹³ UNESCO. 2016. **Série Politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA. Brochure 9 : Éducation à la puberté et à la gestion de l'hygiène menstruelle.** Paris, UNESCO.

⁹⁴ UNGEI, PME avec le soutien de l'UNICEF. 2016. **Guide pour l'élaboration de plans sectoriels de l'éducation favorisant l'égalité des sexes.** New York, UNGEI et UNICEF et Washington, PME.

⁹⁵ Plan International et ses partenaires de l'AGIP (Adolescent Girls Investment Plan). **Adolescent girls at the centre. Generation equality action coalition priorities for adolescent girls in the context of the COVID-19 pandemic** (*Des adolescentes au centre. Priorités pour les Coalitions d'action du Forum Génération Égalité pour les adolescentes dans le contexte de la pandémie COVID-19*). Londres, Plan International.

PÉKIN+25 : **LA GÉNÉRATION** **ÉGALITÉ** **COMMENCE** **PAR L'ÉDUCATION** **DES ADOLESCENTES**

Pékin + 25 : La génération égalité commence par l'éducation des adolescentes est une publication conjointe produite par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Plan International France et l'UNESCO.

La publication examine les progrès et les lacunes persistantes dans nos efforts pour parvenir à l'égalité des genres dans et par l'éducation depuis l'adoption du Programme d'action de Pékin il y a 25 ans. En 2018, 130 millions de filles dans le monde n'étaient pas scolarisées et seules deux filles sur trois étaient inscrites dans l'enseignement secondaire. La crise liée à la pandémie de COVID-19 est susceptible d'élargir encore ces écarts et menace d'interrompre l'éducation de plus de 11 millions de filles.

Cette publication démontre l'importance de l'éducation des adolescentes pour l'avancement de l'agenda visionnaire du Programme d'action de Pékin et la réalisation des objectifs de développement durable.

Elle formule des recommandations pour accélérer les investissements et les actions en faveur de l'éducation des adolescentes lors du Forum Génération Égalité de 2021 et des coalitions d'action qui seront lancées visant à accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres. Elle promeut des approches intersectorielles et des partenariats multipartites et se concentre sur trois « leviers d'action » : une éducation complète à la sexualité, la participation des adolescentes aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, et le développement du leadership des adolescentes. Elle fait part des propres priorités et attentes des adolescentes, ainsi que de leur vision de ce qui est nécessaire pour un avenir égal pour tous et toutes.

<https://fr.unesco.org/>
www.diplomatie.gouv.fr
www.plan-international.org

